

AFFAIRES

La Presse

Cogeco attend son heure au pays des géants *Page 6*



Le courrier de Michel Girard *Page 7*

TSE 300	S&P / CDN	S&P / TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7451,21 -126,45 -1,7%	9851,37 -11,73 -0,1%	430,08 -8,26 -1,9%	361,45 -17,20 -4,5%	1946,45 -64,87 -3,2%	9766,45 -128,36 -1,3%	1119,38 -17,69 -1,6%	273,90 \$US 0,10 0,0%	17,51 \$US -0,33 -1,8%	63,75 CUS -0,07 71,38 €URO 0,34

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2001

BOURSES

Flambée de mauvaises nouvelles: les marchés boursiers culbutent

d'après Bloomberg

Une flopée de mauvaises nouvelles aux États-Unis ont fait culbuter les marchés boursiers, hier. Les géants du secteur technologique Lucent et Ciena ont fait savoir qu'ils encaisseraient des pertes importantes, alors que les ventes au détail ont connu leur pire chute mensuelle en 10 ans, le mois dernier, de l'autre côté de la frontière.

Du côté de l'Indice composite NASDAQ, Intel et Cisco Systems ont mené la plus brutale dégringolade en six semaines, des investisseurs nourrissant des doutes que les profits des sociétés réapparaîtraient aussi tôt que prédit. Les espoirs d'une reprise hâtive avaient fait grimper le S&P 500 de pas moins de 21 % à partir d'un creux de trois ans atteint le 21 septembre dernier.

« La plupart des titres ont un prix excessif », estime Joseph Zock, qui gère 1,5 milliard de dollars américains à titre de président de Capital Management Associates. De nombreux manufacturiers « n'ont pas encore vu le niveau le

LUCENT	CIENA	QWEST
Perte de 23 à 26 cents US par action au dernier trimestre.	Perte de 5,51 \$ US par action au quatrième trimestre.	Coupe de 7000 emplois, 11 % de l'effectif.

plus bas de la récession », dit M. Zock, qui a fait passer les liquidités dans son portefeuille de 3 % à 9 % au cours des derniers jours.

L'Indice 500 de Standard & Poor's a cédé 17,69 points, ou 1,6 %, à 1119,38, sa cinquième baisse en six jours. Le NASDAQ a chuté de 3,2 %, perdant 64,87 points, à 1946,51. L'indice Dow Jones a perdu 128,36 points, ou 1,3 %, à 9766,45.

À Toronto, le TSE 300 a perdu 1,67 %, soit 126,45 points, pour terminer à 7451,21.

Le rapport sur les ventes au détail et les prévisions de pertes ont

fait ressortir le caractère ombrageux des investisseurs estimant que le récent redressement avait rendu de nombreux titres trop chers.

On s'attend à ce que les profits des compagnies composant le S&P 500 chutent de 18,9 % au cours du présent trimestre et de 4,3 % au cours des trois premiers mois de 2002, avant d'afficher une hausse de 10 % au deuxième trimestre de l'an prochain, selon First Call.

Jusqu'à présent cette année, le S&P 500 a baissé de 15 %, le NASDAQ, de 21 %, le Dow Jones, de 9,5 %, et le TSE, de 16,6 %.

Baisse de Lucent

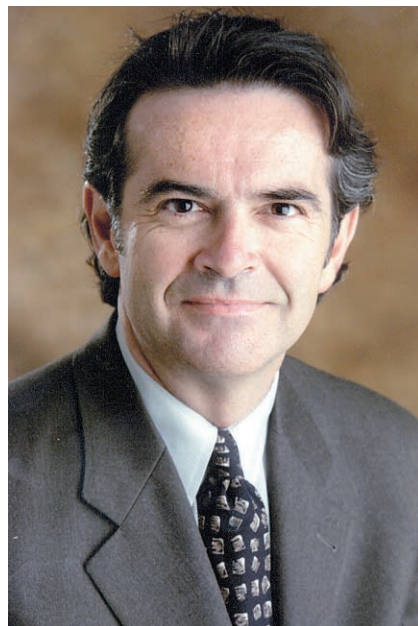
Hier, le titre de Lucent a cédé 1,21 \$, à 6,52 \$. Le plus important fabricant américain d'équipement téléphonique a prédit une perte plus importante que prévu au cours du premier trimestre de l'exercice pour les activités poursuivies, perte oscillant entre 23 et 26 cents US par action. La compagnie anticipe des revenus d'exploitation de 3,1 à 3,4 milliards US pour le trimestre, qui sera, selon les prévisions, le creux de la vague de l'actuel ralentissement des dépenses dans le secteur des télécommunications.

Lucent a perdu la moitié de sa valeur cette année et la compagnie a réduit son effectif de moitié, en plus de vendre des intérêts, des usines et des stocks pour réduire ses dépenses et obtenir des fonds.

La compagnie assure que ses pertes seront moindres au deuxième trimestre par rapport au premier étant donné la hausse de ses revenus d'exploitation, et elle dit s'attendre à faire ses frais en 2002.

En s'abrant ses coûts annuels de 4 milliards US, Lucent prévoit retrouver la voie de la rentabilité grâce à des ventes de 4,75 milliards US durant le trimestre.

Voir FLAMBÉE en D2



Photothèque La Presse ©

Jean Martel, ex-président de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Une super agence pour les services financiers

Le rapport Martineau pourrait être destiné aux tablettes

HÉLÈNE BARIL

COMME ON S'Y ATTENDAIT, le groupe de travail présidé par l'avocat Yvon Martineau propose de fusionner tous les organismes de réglementation des services financiers en une super Agence d'encadrement, qui risque toutefois de ne jamais voir le jour tant les intérêts en jeu sont divergents.

L'industrie des services financiers a réagi favorablement au rapport rendu public hier, surtout parce qu'il simplifie la vie des entreprises et des investisseurs, qui pourront désormais s'adresser à un seul interlocuteur plutôt qu'à huit.

Si personne ne peut être contre les objectifs défendus dans le rapport, il y a lieu de s'interroger sur le fonctionnement de la nouvelle super agence, estime toutefois Jean Martel, l'ex-président de la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ).

Un monstre...

« Ça pourrait facilement devenir un monstre bureaucratique », a commenté hier M. Martel. Selon lui, le comité propose une réforme majeure, qui sera difficile à mettre en place. « Il y a beaucoup d'instruments à accorder avant que ça soit un orchestre », a-t-il dit.

L'Agence d'encadrement du secteur financier du Québec serait établie à Québec et son président-directeur général serait nommé par le gouvernement.

L'agence détiendrait les responsabilités qui sont confiées actuellement à la Commission des valeurs mobilières, à l'Inspecteur général des institutions financières, au Bureau des services financiers, à la Chambre de la sécurité financière, à la Chambre de l'assurance de dommages, à l'Institut québécois de planification financière, au Fonds d'indemnisation des services financiers et à la Régie d'assurance-dépôt.

Ces huit organismes emploient un total de 650 personnes et gèrent des budgets totaux de plus de 100 millions de dollars, dont 89,5 millions proviennent des droits, amendes et autres frais chargés au secteur financier.

Voir AGENCE en D2

La Place Bonaventure transformée au coût de 60 millions

LAURIER CLOUTIER

L'IMMENSE Place Bonaventure de 3,2 millions de pieds carrés sur 15 étages se donne une nouvelle vocation après des investissements de 60 millions de dollars.

Une tournée de *La Presse* hier dans ses entrailles — où certains locaux étaient inoccupés depuis 30 ans — a permis de constater que des signes de sa transformation d'ici juin prochain se manifestent déjà.

Le chantier bourdonne — il faut même scier et enlever de grosses poutres en béton — à l'insu souvent de ceux qui y circulent chaque semaine — jusqu'à 100 000 personnes — sans tenir compte des dizaines de milliers de visiteurs de foires et de salons. Pour leur quiétude, les travailleurs ont construit des murs temporaires.

Des habitués du centre-ville et des médias interrogeaient depuis des mois Richard Hylands, premier vice-président du Groupe de sociétés Westcliff, sur l'avenir de la Place Bonaventure. Il a dévoilé ses maquettes hier.

Avant 1998, sous l'ancienne administration, la Place Bonaventure voulait devenir le nouveau Palais des congrès agrandi. Richard Hylands en fera plutôt « la plus grande aire d'expositions en ville » de même qu'un immeuble de bureaux, toujours surmonté de l'hôtel Hilton. La galerie commerciale perdra plus de 75 % de sa taille. À son ouverture en 1967, la Place Bonaventure devenait une destination en raison notamment de ses jardins sur le toit, de son emplacement et de ses 160 000 pieds carrés de magasins qui rivalisaient alors sans peine avec ceux de la rue Sainte-Catherine. Il ne restera plus que 35 000 pieds carrés de boutiques et de services.

Aux salons, M. Hylands consacre près de 300 000 pieds carrés, comparativement à 200 000 pieds carrés au Palais des congrès agrandi, souligne-t-il. Il envisage de construire d'autres locaux adjacents de 100 000 pieds carrés d'ici cinq ans car Montréal manquerait d'espace pour ses foires.

Des salons tels ceux de l'auto et de l'habitation réévaluent la situation au Stade olympique, selon le vice-président. Antérieurement, celui de l'auto attirait plus de visiteurs en sept jours à la Place Bonaventure qu'en 10 jours au Stade olympique ces dernières années, affirme M. Hylands. Le Salon des métiers d'art et 10 autres ont déjà signé des baux jusqu'en 2008. Des gens craignaient de perdre ces locaux.

Montréal pourra offrir une infrastructure hors



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

Richard Hylands, premier vice-président du Groupe de sociétés Westcliff, devant une maquette de la Place Bonaventure.

pair pour les congrès et foires, souligne le vice-président. Le Palais des congrès, la Place Bonaventure et l'immeuble de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) seront tous reliés par des couloirs et passerelles à l'abri des intempéries.

Après 35 ans, la Place Bonaventure, conçue par l'architecte Ray Afleck, doit évidemment se refaire une beauté, contemporaine. Les murs aveugles seront percés de grandes fenêtres et de quatre entrées lumineuses. L'une donnera sur University qui deviendra un accès prestigieux à Montréal et la principale porte d'entrée, bordée de fanions de plusieurs pays, au quartier international en construction.

Westcliff commence le réaménagement de la partie commerciale de l'immeuble et la rénovation des aires publiques. Sur le coût de 60 millions des travaux, les deux tiers iront à la rénovation des bureaux, déjà réalisée à 75 %, et 20 millions aux aires communes et au hall d'expo-

sitions.

Ce dernier déménagement d'un étage, avec accès direct au métro. Les visiteurs des salons et les employés des bureaux trouveront, tout près, une foire alimentaire comprenant sept comptoirs pour 500 personnes et un restaurant de 9000 pieds carrés et de 200 places.

Au centre du rez-de-chaussée, les locaux des ex-magasins seront transformés en bureaux. Avant de passer dans le giron de BCE, Téléglobe a loué ces 110 000 pieds carrés. La compagnie pourrait maintenant les sous-louer en raison des compressions en cours. Par contre, Téléglobe occupe déjà 35 000 pieds carrés à l'étage.

Sur les 1,3 million de pieds carrés consacrés aux bureaux, dont une partie importante servait auparavant de vitrines pour les produits de plusieurs compagnies, il ne reste plus que 300 000 pieds disponibles, sans tenir compte de la sous-location éventuelle par Téléglobe.



LA ROUTE DES CRÊCHES DU VIEUX-MONTRÉAL

Du 1er décembre au 6 janvier

Empruntez le circuit des crèches de Noël dans le Vieux-Montréal. Procurez-vous votre passeport chez les marchands participants et courez la chance de gagner de nombreux prix.



Baisse de 3,7% des ventes au détail en novembre aux États-Unis

d'après Bloomberg

WASHINGTON – Les ventes au détail ont baissé aux États-Unis le mois dernier. Les achats d'automobiles n'ont pu soutenir un rythme record, tandis que les prix de l'essence piquaient du nez. Dans un contexte de récession, les consommateurs affichaient une préférence marquée pour les ventes à rabais.

La chute de 3,7 % observée en novembre, à 293,6 milliards de dollars américains, est la plus importante en près de 10 ans de données comparables, a précisé le département du Commerce. Si les ventes avaient affiché une hausse record de 6,4 % en octobre, cette augmentation était cependant moins importante que rapportée le mois dernier.

Les constructeurs automobiles n'ont pu soutenir le rythme record de ventes en octobre et les prix de l'essence ont plongé à un creux de deux ans. Wal-Mart, Costco Wholesale et autres vendeurs à rabais ont attiré les clients qui tentaient de trouver un équilibre entre les dépenses des Fêtes et les inquiétudes quant au marché de l'emploi, après que les attaques terroristes eurent entraîné l'économie dans une récession.

« Les ventes ont montré quelques signes de reprise depuis le 11 septembre, mais les consommateurs sont prudents et font des achats sélectifs », explique Lynn Reaser, économiste principale de



Photo BLOOMBERG NEWS

Les ventes ont montré quelques signes de reprise depuis le 11 septembre, mais les consommateurs sont prudents et font des achats sélectifs.

Banc of America Capital Management, à St. Louis. « Les magasins qui vendent à rabais demeurent en première ligne des ventes, et les clients seront en quête d'aubaines pendant la période des Fêtes », avance-t-elle.

En excluant les automobiles, les ventes ont baissé de 0,5 % en novembre, après un saut de 0,8 % en octobre. Si on ne tient pas compte des ventes d'autos et d'essence, on obtient une hausse des ventes de 0,1 %. Ces données suivent une augmentation de 1,7 % observée en octobre, mais les ventes avaient dégringolé de 1,9 % en septembre.

L'indice des prix de production a baissé de 0,6 % en novembre,

après une chute record de 1,6 % en octobre, à également fait savoir le département du Travail. La baisse du mois dernier est notamment attribuable aux coûts moindres pour l'essence, le boeuf et les produits laitiers.

Baisse des demandes de prestations d'assurance-chômage

En ne tenant pas compte de la nourriture et de l'énergie, les prix ont subi une hausse de 0,2 % après une baisse de 0,5 %, signe que la première récession en une décennie est en voie de limiter le rythme de l'inflation dans les secteurs de la ferme, des usines et des grossistes.

Le nombre de demandes de prestations d'assurance-chômage sou-

misées pour la première fois a chuté de 86 000 la semaine dernière, à un niveau de 394 000, signe que la vague de mises à pied à la suite du 11 septembre a atteint un sommet.

Les analystes avaient prévu une baisse de 3,1 % des ventes au détail, à 297,3 milliards US, après la hausse de 7,1 % rapportée au préalable pour octobre. Ce pronostic était la médiane de 49 prévisions recueillies au cours d'un sondage de Bloomberg News. Les analystes avaient également prédit une hausse de 0,1 %, automobiles non comprises, à 219,6 milliards US, selon la médiane de 48 prévisions.

Le département du Commerce a adopté une nouvelle méthode de calcul des ventes au détail, cette année, et a corrigé les données antérieures jusqu'en février 1992.

Les achats de biens par les consommateurs, y compris les repas pris au restaurant, les vêtements et les véhicules moteurs, ont formé 28 % de l'activité économique l'an dernier.

Les ventes d'automobiles et de pièces ont chuté de 11,9 % à la suite d'une hausse record de 24,2 % en octobre, montrent les données recueillies par le département du Commerce.

Mais même avec cette baisse, les ventes d'automobiles continuent d'atteindre presque un niveau record. Du financement à un taux d'intérêt nul et d'autres mesures incitatives ont aidé General Motors, Ford Motor et d'autres constructeurs à vendre 18 millions de véhicules à un rythme annuel en novembre, cinquième performance au chapitre des records. Quant à l'année 2001, elle pourrait se classer au deuxième rang parmi les meilleurs de l'industrie.

FLAMBÉE

Suite de la page D1

Pour leur part, peu convaincus que les compagnies de téléphonie vont recommencer à dépenser, de nombreux investisseurs doutent que les ventes de Lucent aient atteint un creux.

Ciena trébuche

Pour sa part, le titre de Ciena a fait un plongeon de 3,03 \$ US hier, terminant la séance à 14,94 \$ US. Le deuxième fabricant américain de matériel de réseau optique a annoncé qu'il avait essuyé une perte de 1,8 milliard US, ou 5,51 \$ US par action, au cours du trimestre qui s'est terminé le 31 octobre dernier, soit plus que ce que les analystes avaient prévu, en raison d'imputations relatives à des acquisitions.

L'an dernier, la compagnie avait touché un bénéfice net de 25,8 millions US, ou 9 cents US par action, pour la même période.

Ciena, qui vient au deuxième rang derrière Lucent dans la fabrication de matériel pour diffuser de l'information sur Internet et assurer la transmission des appels téléphoniques, est l'un des derniers fournisseurs à admettre être touché par des réductions dans les dépenses effectuées par des clients tels Qwest Communications International.

Enfin, Qwest, qui vend des services téléphoniques et Internet dans 14 États américains, a annoncé hier qu'elle allait éliminer pas moins de 7000 postes, soit 11 % de l'effectif, dans un contexte où elle-même et ses concurrents tentent d'endiguer le ralentissement de la croissance. Établie à Denver, Qwest est l'un des principaux clients de Ciena.

ÉCONO FLASHES

CAE | Nouveau contrat avec Air Canada

CAE A PROFITÉ hier de l'inauguration de son premier centre de formation des pilotes au Canada pour annoncer qu'Air Canada s'ajoutait à la liste de ses principaux clients. Ce nouveau centre, situé à proximité de l'aéroport Pearson de Toronto, est le deuxième du genre mis en service par CAE, après celui de Sao Paulo, au Brésil. D'autres sont prévus à Madrid, Denver et Doubaï, dans la région du golfe Persique. Surtout connue pour ses simulateurs de vol conçus et fabriqués à son usine de Saint-Laurent, CAE a entrepris il y a 18 mois d'implanter un réseau mondial de centres de formation. Plutôt que d'acheter leurs propres simulateurs dont la hauteur peut atteindre quatre étages, des transporteurs aériens peuvent utiliser l'équipement des centres de formation de CAE pour 500 \$ US l'heure en moyenne. Air Canada utilisera les centres de formation de CAE en tant que supplément à ses propres ressources, d'autant plus que le transporteur est engagé dans un processus de renouvellement de sa flotte d'avions. Le centre de CAE à Toronto servira également à la formation des pilotes d'Air Transat, d'Air Canada Régional (qui regroupe les filiales régionales Air Ontario, AirBC, Air Nova et Canadien Régional) ainsi que de Skyservice.

Air Canada | Service vers Madrid et Amsterdam

AIR CANADA assurera, à l'été 2002, une liaison quotidienne sans escale vers Madrid et Amsterdam au départ de Toronto afin de répondre à la demande accrue en période estivale. Air Canada proposera, à partir du 7 avril 2002, le seul service sans escale assuré toute l'année entre Toronto et Madrid. En outre, le transporteur reprendra sa desserte d'Amsterdam, qui sera offerte quotidiennement du 1^{er} juin au 25 octobre 2002. Ces nouvelles liaisons seront exploitées par de gros porteurs 767 de Boeing.

Canada-Vie | Vente d'actions privilégiées

LA CORPORATION financière Canada-Vie offrira au grand public quatre millions d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de 6,25 %, au prix de 25 \$ l'action privilégiée, ce qui représente une émission au total d'un montant de 100 millions de dollars. La Canada-Vie a accordé aux syndicataires l'option d'acheter jusqu'à deux millions d'actions privilégiées supplémentaires, à 25 \$ l'action, option qui doit être exercée au plus tard 48 heures avant la date de clôture, soit vers le 28 décembre. Le produit de l'émission sera utilisé à des fins générales pour l'entreprise.

Theratechnologies | Clôture d'une prise ferme

THERATECHNOLOGIES a procédé à la clôture du placement récemment annoncé de 2,55 millions d'actions ordinaires auprès d'un syndicat de preneurs fermes dirigé par Yorkton valeurs mobilières, au prix de 10,25 \$ l'action, réunissant ainsi un montant total de 26 millions de dollars. Les preneurs fermes disposent également d'une option, qu'ils peuvent exercer dans les 30 jours suivant la date de clôture, en vue d'acquiescer 382 000 actions supplémentaires aux fins d'attributions excédentaires et de stabilisation des marchés.

Québec | Portail de démarrage d'entreprise

LE GOUVERNEMENT Landry a lancé hier le Portail de démarrage d'entreprise du Québec, répondant ainsi à un besoin exprimé par le milieu. Grâce à quelque 500 liens électroniques, ce nouveau site offre de l'information sur les différentes étapes du démarrage d'une entreprise allant de l'établissement du profil d'entrepreneur à la recherche de financement, en passant par la rédaction d'un plan d'affaires et les démarches et exigences gouvernementales les plus courantes, le tout constamment remis à jour. Le Portail donne un accès direct à plusieurs formulaires de base pouvant être téléchargés, remplis à l'écran, puis imprimés et expédiés par la poste. C'est donc dire qu'il permet aux futurs entrepreneurs de gagner un temps considérable dans la réalisation de leur projet d'entreprise.

Virginia | Deuxième entente avec Noranda

MINES D'OR VIRGINIA a signé une deuxième entente avec Noranda par laquelle Virginia et Noranda conduiront conjointement d'importants travaux géoscientifiques, suivis de travaux de ciblage et de reconnaissance géologique dans le Nord du Québec. Cette deuxième entente s'inscrit dans la poursuite des travaux entrepris avec Noranda à la suite de la signature, en juin dernier, d'une entente stratégique entre les deux sociétés. Par le biais de cette deuxième entente, Noranda a réalisé un placement privé additionnel de 333 333 actions de Virginia au prix de 1,50 \$ l'action pour un produit total de 500 000 \$, qui sera entièrement utilisé dans la réalisation de la phase II des travaux d'exploration évaluée à un million. Ce placement privé donne à Noranda le droit d'acquiescer un intérêt de 55 % sur les cibles de son choix découlant de ces travaux. Par la suite, Virginia et Noranda développeront conjointement ces cibles selon un ratio de 55 % pour Noranda et 45 % pour Virginia.

Pierre Bellemare

AGENCE

Suite de la page D1

Selon le président du groupe de travail, le regroupement de tous ces organismes permettra de réduire les coûts, même si les salaires des employés risquent d'augmenter parce que la rémunération des employés ne sera pas limitée par la loi de la fonction publique. « Normalement, les coûts devraient baisser », a dit Yvon Martineau sans expliciter davantage.

Selon Pierre Carrier, qui représentait les intérêts du public au sein du comité, l'instauration d'un guichet unique pour le traitement des plaintes est une amélioration par rapport à la confusion actuelle. « Les consommateurs sortent gagnants », a-t-il dit.

Du côté des organismes d'autoréglementation, bien peu de réactions ont pu être obtenues hier. Le président de la section québécoise de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM), Jacques Lemay, qui s'inquiétait du sort qui serait réservé aux organismes d'autoréglementation, s'est dit satisfait de ce qu'il a vu dans le rapport. « C'est un bon rapport qui fait bien le tour de la question et qui accepte le principe de l'autoréglementation », a-t-il dit.

M. Lemay ne pense pas que le rapport Martineau provoquera de la controverse, ni que l'Agence d'encadrement du secteur financier se transformera en fouillis bureaucratique.

Compte tenu de l'ampleur de la réforme proposée par le comité, plusieurs autres intervenants croient que le gouvernement québécois attendra avant de la mettre en oeuvre, et que le rapport Martineau se dirige tout droit vers les tablettes.

Comme pour leur donner raison, la ministre de l'Économie et des Finances, Pauline Marois, avait cru bon d'inclure sa réaction avec la livraison du rapport. « La ministre entend faire connaître les orientations futures du gouvernement à ce sujet dès qu'elle aura complété l'étude du rapport », peut-on lire dans le communiqué inclus dans le rapport.

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu.
En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

AFFAIRES 700

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

A-1 RÉPARATION DE CRÉDIT
Nous réparons les rapports de crédits.
100% de garantie. 1-877-319-7459 ext. 37

AVIS 800

AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

Sursis concordataire définitif

Par décision du 4 décembre 2001, le juge du concordat du tribunal de district (Bezirksgericht) de Bülach a accordé à **Swissair Schweizerische Luftverkehr-Aktiengesellschaft**, Balz Zimmermann-Strasse, 8302 Kloten, un sursis concordataire définitif au sens de l'article 295 al. 1 LP, pour une durée de six mois expirant le 5 juin 2002, et a nommé commissaire Karl Wüthrich, avocat, lic. en droit, c/o Wenger Plattner, Seestrasse 39, 8700 Küsnacht. Les créanciers peuvent contester la désignation du commissaire dans un délai de 10 jours à compter de la publication dans la Feuille officielle suisse du commerce du 14 décembre 2001, en déposant un recours devant la cour suprême du canton de Zurich, 2e chambre civile (Obergericht des Kantons Zurich, II. Zivilkammer), case postale, 8023 Zurich. Le délai n'est pas suspendu pendant les fêtes judiciaires (140 al. 2 GVG - loi sur l'organisation judiciaire). D'autres détails, notamment l'appel aux créanciers et le délai de production, seront publiés ultérieurement. Küsnacht-Zurich, le 6 décembre 2001. Le commissaire Karl Wüthrich R 801

Sursis concordataire définitif

Par décision du 4 décembre 2001, le juge du concordat du tribunal de district (Bezirksgericht) de Bülach a accordé à **Flightlease AG**, Balz Zimmermann-Strasse, 8302 Kloten, un sursis concordataire définitif au sens de l'article 295 al. 1 LP, pour une durée de six mois expirant le 5 juin 2002, et a nommé commissaire Karl Wüthrich, avocat, lic. en droit, c/o Wenger Plattner, Seestrasse 39, 8700 Küsnacht. Les créanciers peuvent contester la désignation du commissaire dans un délai de 10 jours à compter de la publication dans la Feuille officielle suisse du commerce du 14 décembre 2001, en déposant un recours devant la cour suprême du canton de Zurich, 2e chambre civile (Obergericht des Kantons Zurich, II. Zivilkammer), case postale, 8023 Zurich. Le délai n'est pas suspendu pendant les fêtes judiciaires (parag.140 al. 2 GVG - loi sur l'organisation judiciaire). D'autres détails, notamment l'appel aux créanciers et le délai de production, seront publiés ultérieurement. Küsnacht-Zurich, le 6 décembre 2001. Le commissaire Karl Wüthrich R 801

Sursis concordataire définitif

Par décision du 5 décembre 2001, le juge du concordat du tribunal de district (Bezirksgericht) de Bülach a accordé à **Swisscargo AG**, Balz Zimmermann-Strasse, 8302 Kloten, un sursis concordataire définitif au sens de l'article 295 al. 1 LP, pour une durée de six mois expirant le 8 juin 2002, et a nommé commissaire la Transliq AG, Schwanengasse 5/7, 3001 Berne. Les créanciers peuvent contester la désignation du commissaire dans un délai de 10 jours à compter de la publication dans la Feuille officielle suisse du commerce du 14 décembre 2001, en déposant un recours devant la cour suprême du canton de Zurich, 2e chambre civile (Obergericht des Kantons Zurich, II. Zivilkammer), case postale, 8023 Zurich. Le délai n'est pas suspendu pendant les fêtes judiciaires (parag.140 al. 2 GVG - loi sur l'organisation judiciaire). D'autres détails, notamment l'appel aux créanciers et le délai de production, seront publiés ultérieurement. Berne, le 10 décembre 2001. Le commissaire Transliq AG R 801

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

INVESTISSEMENTS FINACQ:
Prêts commerciaux et hypothécaires ;
Financement d'équipement. 514-840-7146

AVIS 801

AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

Sursis concordataire définitif

Par décision du 5 décembre 2001, le juge du concordat du tribunal de district (Bezirksgericht) de Bülach a accordé à **Cargologic AG**, Balz Zimmermann-Strasse, 8302 Kloten, un sursis concordataire définitif au sens de l'article 295 al. 1 LP, pour une durée de six mois expirant le 8 juin 2002, et a nommé commissaire la Transliq AG, Schwanengasse 5/7, 3001 Berne. Les créanciers peuvent contester la désignation du commissaire dans un délai de 10 jours à compter de la publication dans la Feuille officielle suisse du commerce du 14 décembre 2001, en déposant un recours devant la cour suprême du canton de Zurich, 2e chambre civile (Obergericht des Kantons Zurich, II. Zivilkammer), case postale, 8023 Zurich. Le délai n'est pas suspendu pendant les fêtes judiciaires (parag.140 al. 2 GVG - loi sur l'organisation judiciaire). D'autres détails, notamment l'appel aux créanciers et le délai de production, seront publiés ultérieurement. Berne, le 10 décembre 2001. Le commissaire Transliq AG R 801

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

C.O.M.O. TIRAGE #50
2516 1454 2211 1755 2518 2590 2893

AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

AVIS de demande de dissolution PRENEZ AVIS que la compagnie **DÉLICE ORIENT CHEZ CHOW INC.**, ayant son siège social au 545, Joliette, app. 6, Montréal, Qc. H1W 3E3, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de procéder à sa dissolution. Montréal, le 13 décembre 2001. JU MING ZHOU R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **9032-7230 QUÉBEC INC.**, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **9500 BUILDING INCORPORATED / EDIFICE 9500 INCORPORÉE**, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. **GOLDSTEIN, FLANZ & FISHMAN** Les procureurs de la compagnie R 850

PRENEZ AVIS que Avi Victor Doron, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Avi Victor Sachs. R 850

AVIS

Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule : « Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant. »

ARBRES DE NOËL

Le vrai sapin reprend du poil de la bête

JACQUES BENOIT

« On prétend que le naturel serait revenu à la mode », fait observer Paul Hétu, vice-président, marketing, de la chaîne Réno-Dépôt, au sujet de la guerre sans merci que se livrent le sapin naturel et l'artificiel.

Véritable pape de l'arbre de Noël, et inamovible comme le pape (il ignore depuis combien d'années au juste il occupe ses fonctions), le président de l'Association des producteurs d'arbres de Noël du Québec, Fernand Plante, est du même avis.

Selon lui, en effet, l'artificiel, qui équipait 62 % des foyers du Québec en 1995, se fait désormais grignoter par le véritable sapin.

« Maintenant, c'est 50 %-50 %, expliquait-il hier dans une interview à *La Presse*. L'artificiel, c'est cher, dans les 180-200 \$. Avec le naturel, vous n'êtes pas embarrassé après. L'artificiel, il faut le nettoyer, bien le serrer, la poussière se met dedans, il perd une branche, c'est compliqué. »

Il poursuit : « Les gens sont plus informés des questions d'environnement, et on collabore avec la Ville de Montréal pour le recyclage. »

Les ventes ? « Cette année, ça va très bien,



Photothèque La Presse ©

Le retour au sapin naturel est une tendance qui était prévue. C'est pourquoi les marchands en ont acheté plus que l'an passé.

affirme-t-il, il y a beaucoup beaucoup de demande. C'est très fort aux États-Unis. Le monde ne voyage pas et l'argent se déplace en faveur des décorations. Même au Québec, on va peut-être avoir plus de ventes que l'an passé. Je parlais à un revendeur de Sherbrooke, il en a vendu 250 en une fin de semaine, comparativement à une cinquantaine d'habitude. »

Même son de cloche chez Réno-Dépôt, bien qu'il soit encore trop tôt pour savoir quelle sera l'importance des ventes, note Paul Hétu.

« Le retour au naturel, c'est une tendance qu'on anticipait, dit-il. Et je suis sûr qu'on en a acheté plus que l'an passé. »

Il faut dire que la chaîne, qui compte 19 points de vente géants, dont 14 au Québec, commercialise ses sapins à un prix sans doute inégalé. « On vend ça 7,65 \$. J'espère que c'est des prix imbattables ! »

Et, soutient-il, les sapins ne sont pas des produits d'appel (*loss leaders*), destinés à attirer la clientèle.

« Il ne faut pas que je perde de l'argent, sinon je serais *dans le jus*. Aucun intermédiaire, directement livré, c'est le principe de Réno-Dépôt. C'est de vrais *every day low prices*. »

Chez Home-Dépôt, qui inaugurerait hier son sixième point de vente au Québec (dans le quartier Saint-Henri, à Montréal), les prix varient selon la taille de l'arbre : 9,98 \$ pour celui de 4-5 pieds ; puis 13,97 \$ dans le cas de l'arbre de 6-7 pieds, et enfin 29,88 \$ pour les plus hauts, de 8 à 10 pieds.

« Ça se vend très bien, dit Marie-Josée Guilbault, sa responsable des relations publiques. Mais moi, j'ai payé le mien 50 \$, je me suis fait avoir. »

Premier producteur canadien, le Québec commercialise quelque deux millions d'arbres de Noël par année, dont un peu plus de 70 % sont exportés. « Les exportations, c'est majoritairement aux États-Unis, signale Fernand Plante. Puis de là, ça s'en va un peu partout. »

Autrement dit, les grossistes américains revendent une partie de la production québécoise sur d'autres marchés que le leur, notamment à Puerto Rico, au Mexique et à Panama.

Et le Québec, dont les exportations ont représenté l'an dernier 56 % de toutes les exportations canadiennes d'arbres de Noël (comparativement à 25 % en 1985), table toujours davantage sur les marchés étrangers.

Raison cruciale : les acheteurs américains paient les « mêmes » prix que les acheteurs québécois et canadiens, mais... en dollars américains. « C'est pour ça que les arbres s'en vont aux États-Unis », dit Fernand Plante, planificateur financier et comptable, et qui commercialise lui-même 15 000 arbres par année.

À noter enfin que les prix, de gros et de détail, restent au même niveau que l'an dernier. « C'est comme la douzaine d'oeufs aujourd'hui et il y a quelques années. »

Gros contrat et possibilité de rappel d'employés chez Bombardier

Reuters et Presse Canadienne

PARIS — Bombardier a signé hier un des plus importants contrats de son histoire, soit une commande de 2,3 milliards de dollars passée par la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) pour la fourniture de 500 trains express régionaux, tel que l'a annoncé *La Presse* hier. Bombardier, premier fabricant mondial de matériel ferroviaire, dame ainsi le pion à son rival français Alstom pour ce contrat qui consolide la position du groupe canadien sur le marché français.

La SNCF, au nom des régions françaises, avait sélectionné Bombardier Transport en septembre au terme d'un appel d'offres. Les deux parties avaient alors indiqué qu'un contrat serait signé avant la fin de l'année.

Les premiers trains de type AGC, construits à l'usine de Bombardier à Crespin, près de Valenciennes, seront livrés à partir du premier trimestre de 2004. La première tranche ferme du contrat porte sur 192 trains, d'une valeur globale de 980 millions.

La capacité des trains peut varier de 160 à 220 places, et la motorisation peut être diesel, électrique ou mixte.

« C'est avec une immense fierté que les collaborateurs de Bombardier Transport en France travailleront à la réalisation de ce contrat et veilleront à être dignes de la confiance qui leur est faite, notamment en livrant les AGC dans les délais fixés », a déclaré le président de Bombardier, Robert Brown.

Le titre de Bombardier a terminé

en baisse de 49 cents, à 14,96 \$ hier, à la Bourse de Toronto. Malmené depuis les attentats du 11 septembre en raison des perturbations dans l'industrie du transport aérien, il avait touché un creux de 9,19 \$ il y a un peu plus d'un mois. Son sommet des 12 derniers mois est de 25,70 \$.

Bombardier a pris la tête de l'industrie du matériel ferroviaire mondiale plus tôt cette année en rachetant la firme allemande Adtranz, auparavant propriété de DaimlerChrysler, pour 725 millions US. La société tire maintenant presque autant de revenus du matériel de transport ferroviaire que des avions régionaux et d'affaires, quoique ce dernier segment demeure de loin plus lucratif.

À son plus récent trimestre, la

division de transport de Bombardier a affiché des revenus de 1,7 milliard, par rapport à 648 millions un an plus tôt. Le bénéfice s'est également amélioré, passant de 18 millions à 82 millions.

Par ailleurs, l'entreprise montréalaise pourrait rappeler au travail au début de l'année « quelques centaines » de travailleurs, parmi les quelque 3800 qui ont été mis à pied dans le monde depuis les attentats du 11 septembre.

Robert Brown a évoqué cette possibilité hier dans la capitale française. Il n'a pas voulu s'avancer sur le nombre d'employés qui reprendront éventuellement du service, pas plus qu'il n'a voulu dire si les rappels toucheront les usines de Montréal ou de Toronto.

« Annoncer les mises à pied a été une chose pénible, je ne veux pas

donner de faux espoirs, a-t-il dit en substance. On a constaté que les avions régionaux sont les seuls aéronaves à voler davantage après le 11 septembre qu'avant. » Moins gros que les grands avions de ligne, les jets régionaux sont plus faciles à remplir et à rentabiliser.

« Résultat : la demande pour ce type d'appareils tend à se stabiliser et nous sommes appelés à revoir à la hausse notre cadence de production », a dit le président de Bombardier.

Du côté des jets d'affaires, en revanche, la tendance « demeure difficile », a toutefois ajouté M. Brown.

Bombardier Aéronautique avait annoncé en septembre 3800 mises à pied, avec possibilité de 2700 de plus au début de 2002 si la situation ne s'améliorait pas.

Les ventes de véhicules en hausse en octobre

Presse Canadienne

OTTAWA — Les ventes de véhicules neufs ont grimpé de 2,9 % en octobre par rapport à septembre, à 131 265 unités, annonçait hier Statistique Canada ; en septembre, le nombre avait chuté de 5,2 % par rapport au mois précédent.

Ce gain, constaté autant du côté des automobiles que des camions, est attribué entre autres aux incitatifs de « certains constructeurs ».

Les ventes ont d'abord été en hausse à l'hiver puis ont été stables au printemps, à un niveau un peu inférieur à celui à la même période en 2000, analyse l'agence fédérale.

Encore une hausse prévue en novembre

Durant les 10 premiers mois de 2001, les concessionnaires canadiens ont vendu 1 309 389 véhicules, soit 1,7 % de moins qu'à la même période en 2000, qui avait été une année record.

Pour novembre, des chiffres provisoires de l'industrie montrent une « hausse importante », qui « devrait rapprocher » le total des 11 premiers mois de celui de la même période de temps en 2000.

Au Québec, il s'est vendu en octobre un total de 32 660 véhicules,

une hausse de 2,3 % par rapport au mois d'avant et une progression de 3,4 % par rapport à octobre 2000.

En Ontario, la vente de 52 240 véhicules signifie un gain de 0,2 % en écart mensuel et une avance de 6,3 % sur un an ; les 3346 véhicules au Nouveau-Brunswick représentent des gains de 11,5 % et 6,1 % sur les deux mêmes périodes de comparaison.

Pour les voitures seulement, la vente de 72 678 exemplaires constitue un gain de 2,4 % par rapport à septembre, après le recul de 3,5 % alors observé par rapport à août.

Les rabais, ça marche

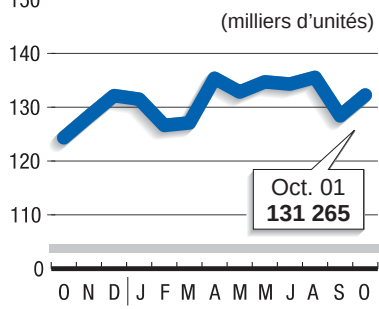
La hausse de septembre est due surtout aux modèles nord-américains « pour lesquels s'appliquent la plupart des incitatifs » ; les ventes de voitures construites outremer ont augmenté en octobre de 0,8 % par rapport à septembre.

Dans la famille des camions, les ventes ont crû de 3,5 %, à 58 587 véhicules, ce qui a compensé en partie la chute de 7,3 % survenue en septembre ; ce groupe inclut aussi les fourgonnettes, minifourgonnettes, utilitaires sport et autobus.

Ventes d'autos



En octobre, les ventes de véhicules automobiles neufs ont rebondi de 2,9 % récupérant partiellement la chute enregistrée en septembre.



Source: Statistique Canada

— PC

BANQUE NATIONALE DU CANADA

DIVIDENDES

ATTENDU qu'il est recommandé qu'un dividende de 0,21 \$ l'action soit versé sur les actions ordinaires de la Banque et que les dividendes prescrits sur toutes les catégories d'actions privilégiées soient également payés.

IL EST RÉSOLU :

Que les dividendes suivants sur les actions en circulation de la Banque soient déclarés pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2002 et soient payables à compter des dates indiquées ci-dessous :

I) À compter du 1^{er} février 2002

— aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque à la fermeture des bureaux le 27 décembre 2001 :

- un dividende de 0,21 \$ l'action sur les actions ordinaires.

II) À compter du 15 février 2002

— aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque à la fermeture des bureaux le 11 janvier 2002 :

1. un dividende de 0,50 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 11 ;
2. un dividende de 0,40625 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 12 ;
3. un dividende de 0,40 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 13.

Par ordre du conseil d'administration

Linda Caty
Vice-présidente
et Secrétaire corporatif

Montréal, le 6 décembre 2001

3009676

NOUVELLE SALLE DE MONTRE
MOBILIER DE BUREAU

Liquidation
modèles de plancher

Modèles neufs et usagés
1/2 PRIX

Derniers modèles en stock
«Steelcase» et «Reef» neuf à 1/2 prix

Prix de liquidation 1998-2001
le choix le consommateur

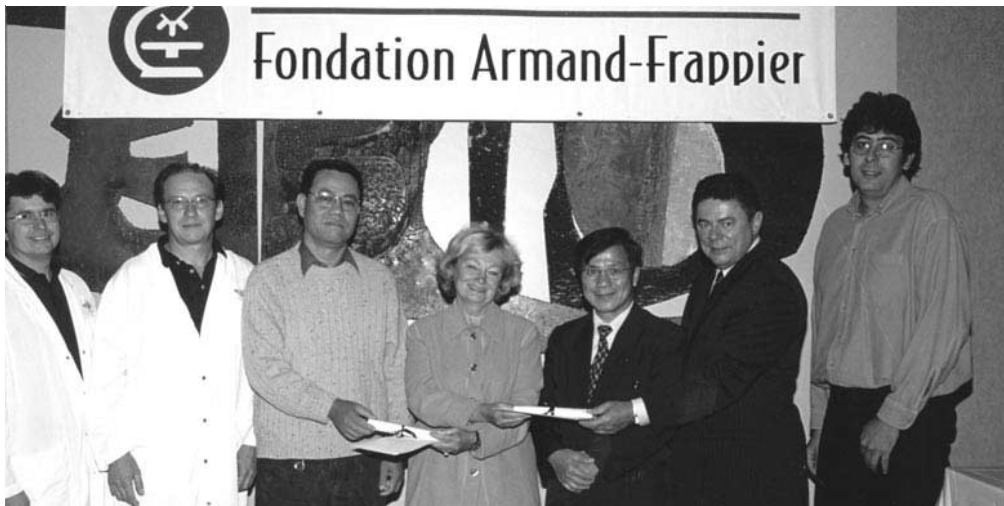
Neuf

Seulement 499\$

Mont Blanc
LE BROCANTEUR

Dorval 2052, route Transcanadienne
(entre le boul. des Sources et l'autoroute 13)
(514) 990-4023

Remise des bourses postdoctorales J.-Louis Lévesque de la Fondation Armand-Frappier



De gauche à droite : M. Yves St-Pierre, directeur de recherche, M. François Shareck, directeur de recherche, M. Van Thanh Nguyen, chercheur postdoctoral, Centre de recherche en microbiologie et biotechnologie qui reçoit une bourse de 30 000 \$, Mme Suzanne Lévesque, présidente de la Fondation J.-Louis Lévesque, M. Sinh LeQuoc, directeur scientifique de l'INRS, M. Clément Joly, président de la Fondation Armand-Frappier et M. Olivier Robledo, chercheur postdoctoral, Centre de recherche en santé humaine qui reçoit une bourse de 30 000\$.

PM03

3012820A

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

14 décembre 2001

Page D4 manquante

La privatisation d'Hydro One rapporterait jusqu'à 7 milliards

SCOTT ANDERSON
Reuters

TORONTO — Le gouvernement ontarien pourrait récolter jusqu'à 7 milliards grâce à la privatisation de sa compagnie de distribution d'électricité, une opération d'une ampleur jamais vue dans les milieux financiers canadiens, ont indiqué hier des représentants gouvernementaux.

La prévision du gouvernement est plus optimiste que celle des analystes financiers, qui estiment plus réaliste de cibler entre 5 et 5,5 milliards.

la privatisation d'Hydro One fait saliver plusieurs sociétés financières canadiennes étant donné les commissions de plusieurs centaines de millions de dollars qui en résulteraient.

Plus importante société de services publics au Canada, Hydro One détient un quasi-monopole sur la distribution d'énergie en Ontario, qui représente le plus grand marché énergétique au pays.

Le premier ministre ontarien Mike Harris a annoncé la privatisation mercredi, mais sans donner beaucoup de détails sur l'opération. Le gouvernement entend transformer Hydro One en société publique dont les actions seront cotées en Bourse.

« Nous prévoyons qu'il s'agira de la plus grande transaction de l'histoire canadienne », a déclaré Mohammed Nakhouda, porte-parole d'Ontario SuperBuild, l'agence créée pour conseiller le gouvernement sur la privatisation.

« Les recettes ne seront pas connues tant que la transaction ne sera pas complétée, mais nous prévoyons qu'elles seront environ trois fois plus importantes que celles tirées par le gouvernement fédéral lors de la privatisation du Canadien National (CN) », a-t-il ajouté.

La privatisation de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), effectuée au milieu des années 1990, a rapporté 2,26 milliards au gouvernement canadien, ce qui en faisait la plus importante privatisation jamais effectuée au Canada.

La plus grande inscription en Bourse a été celle de la Financière Manuvie, qui a réuni des capitaux de 2,49 milliards lors de son premier appel public à l'épargne, en 1999.

Le gouvernement ontarien entend commencer la privatisation d'Hydro One dès la semaine prochaine en lançant un appel d'offres pour recruter ses conseillers financiers.

L'estimation de la valeur de l'inscription en Bourse est difficile à évaluer compte tenu du peu de détails connus jusqu'à présent, ont souligné les analystes.

« Il est trop tôt pour y mettre un prix. Personne n'a pu regarder le dossier de près », a observé Conor Bill, associé chez Lawrence & Co., un banque d'affaires torontoise.

« Cela va évidemment être énorme et générer des commissions faramineuses, ainsi que beaucoup d'excitation dans les milieux financiers », a-t-il dit.

L'Ontario ouvrira aussi finalement son marché de l'électricité à la concurrence en 2002, après plusieurs tentatives avortées ces dernières années. Le gouvernement Harris fera savoir d'ici Noël la date exacte de la déréglementation du marché. Les autorités ont tergiversé de la sorte parce qu'elles s'inquiétaient de la bonne marche du processus, surtout en raison des difficultés rencontrées par la Californie et l'Alberta, qui se sont engagés dans des opérations similaires.

**Groome
Capital.Com
est punie**

LE CONSEIL de section du Québec de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières a infligé des sanctions disciplinaires à Groome Capital.Com, membre de l'Association.

Aux termes de l'entente de règlement, Groome Capital.Com a avoué qu'elle n'a pas maintenu en tout temps un capital régularisé en fonction du risque supérieur à zéro et qu'elle n'a pas tenu en tout temps un système approprié de livres et de registres.

La sanction disciplinaire infligée à Groome Capital.Com consiste en une amende de 30 000 \$. En outre, Groome Capital.Com doit payer 2500 \$ au titre des frais d'enquête de l'Association dans cette affaire.

Astral Media minimise les ambitions de Cogeco en radio

MARTIN VALLIÈRES

Le projet du câblodistributeur et diffuseur Cogeco d'étendre sa radio montréalaise Rythme FM vers Québec et trois autres villes en province préoccupe peu les dirigeants d'Astral Media, alors qu'ils attendent l'accord du CRTC pour acheter Télémedia.

Avec cette acquisition, Astral Media deviendra l'un des principaux exploitants en radiodiffusion privée au Québec, incluant le réseau de stations Rock Détente de Télémédia.

Or, ce réseau serait justement l'une des principales cibles d'une expansion de Rythme FM par Cogeco à Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke et Chicoutimi-Jonquière. Ce projet a été ébruité mardi par le président de Cogeco, Louis Audet.

En marge de l'assemblée des actionnaires d'Astral Media, hier à Toronto, son président du conseil, André Bureau, a préféré minimiser l'impact des ambitions radiophoniques de Cogeco.

« Nous examinerons la situation en temps et lieu, quand ce sera un peu plus concret. Notre priorité pour le moment est la décision du CRTC concernant notre achat de Télémedia et, par la suite, la solidification de nos activités en radio au Québec », a commenté M. Bureau au cours d'un point de presse.

Cette décision du CRTC est attendue durant le premier trimestre de 2002. À l'occasion des audiences publiques à Montréal, il y a un mois, le président d'Astral Radio, Jacques Parisien, avait suggéré que l'acquisition de Télémedia et sa consolidation avec Radiomédia étaient nécessaires afin de renforcer la radio francophone.

M. Parisien répondait ainsi aux critiques envers la position dominante en radio qu'obtiendrait Astral Media. L'achat de Télémedia pour 255 millions, annoncée en mai dernier, ajouterait 17 stations au Québec et dans les Maritimes



Ian Greenberg, président et chef de la direction d'Astral Media, et André Bureau, président du conseil.

aux 16 stations que possède déjà Astral Media au Québec.

La décision attendue du CRTC, si elle est positive, obligera toutefois Astral Media à vendre la station CFOM-FM de Québec.

L'un des acquéreurs potentiels qui a déjà déclaré son intérêt est le groupe torontois Corus Entertainment, contrôlé par la famille Shaw de Calgary, qui possède aussi le câblodistributeur dominant dans l'Ouest.

En achetant CFOM-FM, Corus souhaite donner rapidement une station soeur à Québec à sa station montréalaise CKOI-FM, qu'elle a achetée l'an dernier avec le groupe Métromédia.



LES SOLUTIONS D'EXPÉDITION ET DE LIVRAISON DE POSTES CANADA.

Vous brassez des affaires autour du globe ? Postes Canada met à votre disposition un large éventail de services d'expédition et de livraison pour vous aider à transiger avec vos clients de partout dans le monde. De la livraison de colis-avion ou de colis de surface à Purolator^{MC} International, voici la poste d'aujourd'hui. Pour en savoir plus, composez le 1 866 511-3131 ou visitez notre site Web à www.postescanada.ca.



De partout... jusqu'à vous

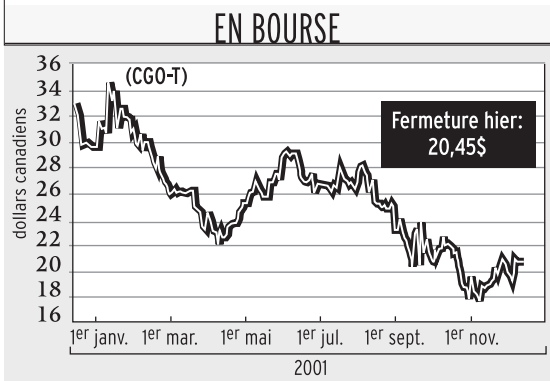
FINANCES PERSONNELLES



Louis Audet, président de Cogeco.



Activité:	Cogeco vient de prendre le contrôle de TQS, exploite six stations de télé et deux stations de radio et surtout, par Cogeco Câble, dessert 1,4 million de foyers dans l'axe Windsor-Gaspé.
Défi:	Rester à l'avant-garde face à des géants (Rogers, Shaw-StarChoice et Bell), accroître sa rentabilité et transformer la station Rythme FM en un nouveau réseau de radio partout au Québec.
Employés:	1300 dont 1020 à Cogeco Câble.
Siège social:	Montréal.
Propriétaires:	Le fondateur, Henri Audet, détient 98% des actions à droits de vote multiples et 6,6% des actions subalternes; Rogers a 19% de ces dernières, Jarislowsky Fraser, 10,5%, et le public, le reste.
Prix de l'action:	20,50 \$
Nombre d'actions:	16,2 millions
Capitalisation boursière:	330 millions
Arrivée en Bourse:	1985 pour Cogeco et 1993 pour Cogeco Câble (39%)
Actif:	1,8 milliard
Revenus (31.08.01):	479 millions
Profits (sans les éléments inhabituels):	7 millions, comparativement à 8 millions l'an dernier.
Dette:	823 millions
Avoir des actionnaires:	306 millions



Source: Bloomberg et Cogeco

RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

(en millions de dollars)

	2001	2000	Variation (%)
Revenus d'exploitation	478,8	408,4	17
Bénéfice net	69,4	8,5	713
Bénéfice net par action	4,28	0,53	708

| VALOREM |

Branle-bas en vue

STÉPHANIE GRAMMOND

LES INVESTISSEURS qui ont des parts des fonds Valorem peuvent s'attendre à un remue-ménage dès le début de l'année prochaine. Deux transactions récentes remodeleront certainement les 12 fonds de cette famille québécoise dont l'actif s'élève à environ 45 millions.

Première transaction. La firme de Québec Gestion de placements Valorem, qui gère les fonds Valorem, a été achetée avant-hier par la Société de gestion de portefeuille Natcan, filiale de la Banque Nationale.

Auparavant, Gestion de placement Valorem appartenait à 55 % à l'assureur Groupe financier SSQ. Le reste était détenu par André d'Amours et Yvon Girard, qui ont lancé la firme de gestion en 1994, ainsi que Michel Boutin, qui s'est joint à eux en 1995.

Deuxième transaction. De son côté, Fonds d'investissement Valorem, qui distribue les fonds Valorem, est en bonne voie de réaliser l'acquisition des Fonds Évolution FM, une autre firme de fonds québécoise qui possède les familles Avix et Azura. La clôture de la transaction doit avoir lieu avant la fin de décembre.

« Nous avons été surpris d'appréhender la vente de Gestion Valorem. Nous sommes en train d'en mesurer les impacts », a commenté le président des Fonds d'investissement Valorem, Normand Leclerc. Précisons que Fonds d'investissement Valorem est complètement indépendant de Gestion de placements Valorem qui s'en est départi en 1999, afin de se concentrer sur la gestion d'actif.

« Dès la semaine prochaine, notre comité de placement devra se positionner en fonction du futur de l'équipe de gestionnaires de Valorem », a ajouté M. Leclerc. Valorem compte présentement cinq gestionnaires et trois analystes. Mais on ne sait pas encore s'ils demeureront tous chez Natcan. « C'est en discussion », a dit le président de Natcan, Michel Tremblay.

Chose certaine, il y aura des regroupements parmi les trois familles de fonds qui se retrouveront bientôt sous la coupe des Fonds d'investissement Valorem. Il y a des fusions évidentes à réaliser du côté des fonds de marchés monétaires, d'obligations, d'actions américaines et d'actions mondiales, selon M. Leclerc.

En outre, le Fonds Québec Valorem, qui a été lancé il y a moins d'un an et qui ne renferme que 1,5 million, sera absorbé par le fonds Québec Avix, qui existe depuis 1999 et dispose d'un actif de 4,5 millions. Montrusco Bolton en conservera la barre.

Malgré ces regroupements en vue, les marques de commerce des trois familles seront maintenues. « Les neuf fonds Azura ont un concept différent. Ce sont des fonds de fonds », a expliqué M. Leclerc qui n'a toutefois pas exclu le mariage des familles Avix et Valorem.

Il ne se cache pas non plus de vouloir acheter d'autres familles de fonds. D'ailleurs, la firme appartient depuis 1999 à Capital Teraxis, une filiale de CDP Services financiers (Caisse de dépôt), elle-même à l'affût d'acquisitions.



LAURIER CLOUTIER
PROFIL BOURSIER

Cogeco doit tenir tête à des géants ces temps-ci, ce qui n'est pas toujours facile quand une guerre de prix fait rage. La société au chiffre d'affaires de 479 millions fait face à Shaw-StarChoice, qui possède des revenus de 1,6 milliard, et à Rogers, dont le chiffre d'affaires atteint 3,5 milliards.

Le président et chef de la direction, Louis Audet, gère dans la tempête et s'affaire à garder la compagnie (fondée et contrôlée par son père, Henri Audet, un des pionniers de la télévision au Canada) à la fine pointe de la technologie.

Louis Audet est décrit comme « un gentleman très discret, un peu crispé », dont la performance à la tribune de l'assemblée annuelle s'apparente à celle d'un acteur, parfaitement bilingue, bien dans son meilleur rôle. Le gestionnaire tire plutôt bien son épingle du jeu dans les circonstances, selon des gens d'affaires.

Dans une proportion de 60 %, les analystes recommandent d'acheter des actions de Cogeco. Son potentiel boursier provient en partie de la possibilité d'une acquisition de la compagnie.

Mais Vince Valentini, de la Financière Banque Nationale, n'accorde qu'une probabilité de 20 % à une acquisition prochaine de Cogeco. Les analystes ne se bousculent d'ailleurs pas aux portes. Après l'assemblée annuelle, cette semaine à Montréal, Louis Audet niait être à la recherche d'un grand frère musclé, pour mieux se défendre, et ne voyait pas d'acquisition imminente par Cogeco, pour renforcer sa position dans l'axe Windsor-Gaspé.

En fait, ce n'est pas ainsi qu'il faudrait poser la question. Cogeco attendrait son heure, se faisant belle en attendant de céder à une proposition alléchante, selon Carl Bayard, analyste spécialisé du câble pour les Conseillers en média MGP. Cette société gère un fonds privé de placement en télécommunications, dont le portefeuille de base doit être de 150 000 \$, en plus de fournir des analyses aux investisseurs institutionnels.

Selon M. Bayard, l'objectif de M. Audet est de faire profiter Cogeco au maximum de l'assouplissement éventuel, par Ottawa, des règles sur la propriété étrangère, ce qui devrait multiplier le nombre d'acheteurs potentiels.

S'il devait vendre aujourd'hui, M. Audet ne trouverait qu'un seul acheteur pour chacun de ses marchés de l'Ontario et du Québec, dit Carl Bayard à *La Presse Affaires* : Rogers dans la province voisine et Vidéotron ici. (Déjà leaders, ils manqueraient toutefois d'appétit en ce

moment, faisant face à de lourdes dettes.)

Pour le câble et le téléphone, Ottawa pourrait permettre une propriété étrangère de plus de 50 % ou même de 100 % « dans deux ans », évalue l'analyste. Ce n'est quand même pas demain la veille. Dans le cas de la radio et de la télévision par contre (10 % des activités de Cogeco), Ottawa continuerait d'imposer des limites à l'arrivée d'investisseurs étrangers pour des raisons culturelles et de cohésion des communautés au Canada.

Cogeco n'a pas de bons résultats depuis deux ans et continue d'investir dans les nouvelles technologies du câble numérique, du service Internet haute vitesse et de la vidéo sur demande, dit Carl Bayard.

Vince Valentini note pour sa part les derniers résultats décevants, inférieurs aux prévisions, et des pertes d'abonnés face à la concurrence du numérique. Mais il accorde tout de même à Cogeco Câble (détenue à hauteur de 39 %) un cours cible de 35 \$ l'action d'ici un an, comparativement à la valeur actuelle de 22 \$.

Louis Audet fait des investissements « judicieux », selon M. Bayard, pour contrer les pertes d'abonnés aux profits des grands de la télévision par satellite, Bell ExpressVu et StarChoice. Cogeco a perdu au cours de la dernière année 5,2 % de ses clients réguliers du Québec et 3,4 % de ceux de l'Ontario, ce qui n'aide guère aux

résultats, même si la compagnie a trouvé d'autres abonnés.

Bell ExpressVu et StarChoice ont déclaré une guerre de prix aux câlodistributeurs dans l'espoir de conserver les clients convertis au satellite. C'est toutefois « une stratégie absurde pour augmenter sa part de marché », commente Louis Audet.

Or, la perte de clients est un phénomène qui va finir par se tasser, selon M. Bayard. Cogeco passe à l'offensive en mettant en vente pour moins de 100 \$ un nouvel appareil donnant accès à la télé numérique, en concurrence avec le satellite. M. Audet souligne que les revenus devraient alors augmenter ; Cogeco mise sur les ventes groupées de six services sur le même forfait, dont la vidéo sur demande et la télévision interactive, dans le but de quadrupler le potentiel de revenus par client.

De toutes les compagnies canadiennes, Cogeco a le concept le plus efficace pour la vidéo sur demande, estime Carl Bayard.

Au quatrième rang au Canada, l'entreprise dessert 1,4 million de foyers avec la câble. Dispersée toutefois, sa clientèle ne rend pas possible des économies d'échelle comme c'est le cas chez Rogers. Il reste des petits concurrents que Cogeco pourrait acquérir, mais M. Bayard « ne croit pas vraiment » au rachat de groupes d'abonnés de Rogers ou Vidéotron, une avenue évoquée par M. Audet.

Dernier rappel



MICHEL LANTEIGNE
VOS IMPÔTS

collaboration spéciale

C'est le dernier rappel. Il ne reste que quelques jours pour profiter des ventes à perte à des fins fiscales si vous avez réalisé des gains en capital en 1998, 1999 ou 2000. En effet, à la suite de la baisse du taux d'inclusion des gains en capital en 2000 et de la réduction générale des taux d'imposition des particuliers ces deux dernières années, les pertes en capital nettes de 2001 pouvant être reportées rétroactivement et déduites des gains nets réalisés en 1998, 1999 et 2000 peuvent donner lieu à une récupération d'impôt intéressante. L'impôt récupéré à l'application des pertes en capital à des années antérieures est calculé en fonction des taux appli-

cables aux gains en capital de ces années.

Compte tenu du repli récent des marchés boursiers mondiaux, de nombreux placements ont fondu, et la valeur marchande actuelle de ces placements peut être inférieure au prix d'achat initial. Vous pouvez donc utiliser ces pertes en capital non subies à votre avantage aux fins fiscales.

Il est important de noter que toute perte en capital nette non reportée rétrospectivement pourra être reportée indéfiniment sur des années ultérieures et servir à abriter de l'impôt des gains en capital imposables futurs. Une perte en capital nette est l'excédent de vos pertes en capital de l'année sur vos gains en capital de cette même année.

L'impôt sur le revenu recouvrable au titre du report rétrospectif d'une perte en capital nette dépend de l'année d'imposition au cours de laquelle le gain en capital imposable net a été réalisé. Pour chaque dollar de perte en capital (la perte brute, et non le montant à déclarer aux fins fiscales), l'impôt sur le re-

venu recouvrable (calculé au taux marginal le plus élevé) sera comme suit :

- > a) perte appliquée aux gains en capital de 1998 _____ 39,46 % ;
- > b) perte appliquée aux gains en capital de 1999 _____ 39,14 % ;
- > c) perte appliquée aux gains en capital de 2000 réalisés avant le 28 février _____ 38,00 % ;
- > d) perte appliquée aux gains en capital de 2000 réalisés après le 27 février et avant le 18 octobre _____ 33,78 % ;
- > e) perte appliquée aux gains en capital de 2000 réalisés après le 17 octobre _____ 25,34 %.

Vous devriez examiner vos déclarations de revenus personnelles des trois dernières années et noter, dans un premier temps, les gains en capital déclarés aux fins de l'impôt sur le revenu. Vous devriez ensuite passer en revue vos placements actuels afin de déterminer si vous avez des pertes en capital qui pourraient être matérialisées avant le 31 décembre 2001. Si le montant de vos pertes en capital subies en 2001 est plus élevé que vos gains en capital réalisés en 2001, vous

pourrez appliquer tout excédent aux gains en capital réalisés au cours des trois années d'imposition antérieures.

Quelques points à retenir dans le cadre de cette planification :

- > la perte en capital doit avoir été subie ; vous devez donc vendre les placements pour matérialiser la perte ;
- > la date de règlement final des opérations pour 2001 est le 24 décembre pour les Bourses canadiennes et le 26 décembre pour les Bourses américaines ;
- > si vous avez l'intention de racheter le même placement, vous devez attendre 31 jours avant de le faire, sinon la perte en capital ne sera pas admissible ;
- > cette planification ne s'applique qu'aux placements détenus hors régime enregistré. Les pertes en capital subies dans un régime enregistré (régime enregistré d'épargne-retraite, fonds enregistré de revenu de retraite, etc.) ne peuvent pas être utilisées dans le cadre de cette planification ;
- > une demande de report rétrospectif de la perte en capital doit être

produite avec votre déclaration de revenus personnelle de 2001. Par conséquent, il n'y aura aucune réduction de l'impôt sur le revenu que vous devrez payer en 2001. Cependant, une fois la demande traitée, l'impôt sur le revenu payé à l'égard des gains en capital de l'année antérieure vous sera remboursé.

Conclusion

Encore une fois, c'est votre dernière chance de récupérer une partie de vos impôts payés en 1998. Rappelez-vous que bien que le taux marginal le plus élevé sur les gains en capital soit actuellement d'environ 24,36 %, l'application d'une perte en capital nette de 2001 à l'année d'imposition 1998 pourrait, par exemple, permettre une récupération d'impôt d'environ 39,46 % au taux marginal le plus élevé. Ne ratez pas cette occasion !

Michel Lanteigne, FCA, est associé-directeur de la fiscalité pour le Canada, Ernst & Young.

LA GRILLE BLANCHE

La Presse

Voici les 5 gagnants qui ont mérité un sac à dos La Presse pour la grille du 18 novembre dernier.

M. JACQUES BANNON
SAINT-ROCH
MME MARCELLE FAUBERT
LÉVEL
MME SYLVIE LAVOIE
SAINT-ADELE
MME GHISLAINE PÉRIGNY
VAL D'OR
MME DANIELLE RENAUD
ROXBORO



« Merci à tous ceux et celles qui ont participé. »
Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

La Presse
cyberpresse.ca

MICHEL GIRARD > FINANCES PERSONNELLES

mgirard@lapresse.ca

Service VIP... suite

À la suite de ma chronique de vendredi dernier « Service VIP : I comme dans Idiot », j'ai reçu plusieurs commentaires, dont ceux de la Banque Royale.

Commençons par un résumé de la chronique.

La semaine dernière, j'appelle à ma succursale de la Banque Royale pour commander un chéquier. Ce n'est pas le personnel de la succursale qui répond, mais plutôt celui du service téléphonique régional. Rentabilité oblige, les succursales ferment de plus en plus tôt, tout en disposant de moins en moins de personnel.

Le préposé du service téléphonique régional me demande de m'identifier avec mon numéro de carte-client. Pour être bref, après lui avoir donné mes coordonnées personnelles, mon numéro de compte chèques du « Service VIP », mon numéro de carte-client... le préposé revenait toujours à sa demande initiale : il voulait obtenir le nom des magasins et les montants des dernières transactions effectuées avec ma carte-client.

Genre d'exercice auquel j'ai échoué, en raison du grand nombre de transactions que j'effectue avec ladite carte-client.

Devant son entêtement à toujours exiger le même détail, alors qu'il pouvait me demander mille et une autres précisions sur mes 25 ans comme client de la Banque Royale, j'ai abandonné et j'ai raccroché. Au diable, le chéquier !

Comme client du « Service VIP » de la Banque Royale, j'avais l'air d'un « Very IDIOT Person ».

Commentaires de lecteurs

— Il m'est arrivé la même chose. Mais moi c'était pour m'inscrire à la Banque R en direct (Internet). Essayez, pour le plaisir !

Jean-Marc P.

J'ai eu une expérience similaire à la vôtre. Je suis un client qui fait affaire avec cette banque depuis 40 ans. J'ai une carte de crédit de 6000 \$. Un jour, je voulais une deuxième carte de crédit, avec cette fois une limite de 500 \$. Je voulais cette carte pour l'utiliser sur Internet. Question de sécurité. J'ai eu un interrogatoire de 20 minutes au téléphone, minimum. Le nom de ma mère,

mon état financier en détails, etc. De minute en minute, je devenais furieux : ils ont déjà tous les renseignements à leur portée. J'ai appelé la vice-présidente Marketing. Elle m'a répondu que j'allais recevoir une nouvelle carte dans 10 jours. Je suis allé à ma succursale locale. J'ai expliqué mon problème à une personne. Avec beaucoup de sympathie, la personne m'a référé au centre banquier de Toronto, qui est responsable...

Guy G.

— J'ai bien aimé votre article VIP du 7 décembre, surtout au lendemain de l'annonce de profits de 10 milliards des banques, lesquelles ne donnent plus de bons services, ni au téléphone ni au comptoir.

Paul G.

— J'ai eu, moi aussi, des problèmes pour commander des chèques à la Banque Nationale. On ne peut plus les choisir à la succursale : on doit appeler TelNat. On me demande de l'identifier. Le préposé me dit : « Me donnez-vous la permission de vous faire attendre pendant que j'ouvre votre dossier ? Il m'a répété cela trois ou quatre fois durant notre conversation. Il m'a demandé mon numéro de carte de guichet. J'ai dû aller la chercher dans la maison. Étant comptable agréé, j'avais droit à deux commandes de 100 chèques gratuitement par année. Je commande donc 200 chèques. Au lieu de faire une commande de 200 chèques, le préposé doit faire deux commandes de 100 chèques. J'ai dû lui donner la permission d'ouvrir un deuxième dossier. Mes chèques arrivent par la poste. Une commande au nom de François L... L'autre au nom de François L.. François. J'ai dû rappeler pour faire corriger la deuxième commande.

François L.

— La chronique du 7 décembre dernier m'a rassuré ; je ne suis plus seule à me plaindre du service à la clientèle de la Banque Royale. La semaine dernière, il y avait sur notre répondeur deux messages, un pour moi et



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

l'autre pour mon mari. On nous demandait de rappeler à notre succursale. Sachant par expérience que je ne peux entrer en contact avec ces personnes directement, j'ai rappelé leur « centre téléphonique » et demandé qu'on avise ces personnes que nous ne les rappellerions pas et

que nous ne voulions pas être rappelés. Dans le passé, j'ai aussi fait le « 0 » pour accélérer le service. J'ai abandonné aussi. Le « 0 », c'est la note décernée au service à la clientèle de la Banque Royale.

Martine J.

— J'ai lu avec intérêt votre expérience auprès de la Banque Royale... qui me semble hélas normale dans les banques. Il y a trois ans environ, j'avais un REER dans une succursale de la Banque de Montréal. Au moment de préparer ma déclaration d'impôt, je me suis aperçu que je n'avais pas reçu mon état de compte à cette fin. Je me suis rendu compte qu'ayant déménagé dans l'année, j'avais oublié de transmettre ma nouvelle adresse à la BMO (la banque). J'ai donc téléphoné à la succursale pour faire cette correction et pour demander qu'on me réadresse l'état de compte en question, ou qu'on m'en fasse une nouvelle copie.

Dix ans plus tôt, le directeur adjoint ou le comptable de la succursale m'aurait répondu et aurait tout réglé.

Mais M. Barrett (l'ancien président de la Banque) avait entre-temps sévi et institué des méthodes plus économiques, nommément des centres d'appels. Je me suis rendu compte qu'il était littéralement impossible de parler à quiconque à la BMO qui sait de quoi on parle, et qui a autorité pour agir. Tous les numéros aboutissent à un centre d'appels où des préposés ont visiblement pour mission de se débarrasser de ces emmerdeurs que sont les clients. En deux mois, j'ai fait quatre appels infructueux. À chaque fois, j'ai dû perdre 10 minutes de mon temps pour pitonner mon numéro de compte, parcourir les menus téléphoniques, attendre un préposé libre, lui redonner mon numéro de compte, et raconter

de nouveau toute mon histoire depuis le déluge.

Jacques F.

— La grande majorité des employés du siège social de la Banque Royale, bien qu'encore montréalais, travaillent à Toronto. C'est une banque dont nous sommes aussi actionnaires par nos caisses de retraite, mais de façon minoritaire, ici au Québec. Vous pouvez aussi, si ce n'est déjà fait, vous ouvrir un compte dans une caisse Desjardins, qui est une coopérative de chez nous. Et vous pourrez ainsi mieux comparer les services qui ont beaucoup évolué depuis quelques années.

Gilles B.

Commentaire de la Banque Royale

Le porte-parole de la Banque Royale, Raymond Chouinard, m'a appelé en début de semaine pour discuter de mon problème de chéquier en compagnie du directeur du service téléphonique Royal direct, Paul Chiasson.

Ce dernier m'a offert de me mettre en contact avec un préposé qui me donnerait rapidement un code d'accès téléphonique, grâce auquel je n'aurais plus jamais de problème à commander un chéquier ou à demander un quelconque service bancaire.

Je leur ai répondu : Non, merci !

Cela dit, M. Chiasson m'a expliqué que la question portant sur les noms des magasins et les montants des dernières transactions effectuées avec la carte-client était « la » question-clé.

Le client qui est incapable de donner la bonne réponse, comme moi, se fait habituellement refuser sa demande.

Je ne nie pas qu'il y ait des voleurs habiles...

Mais que faites-vous des multiples renseignements que vous possédez sur chaque client pour vérifier son authenticité ?, lui ai-je demandé.

Les voleurs, dit-il, sont capables d'obtenir ces renseignements.

Des précisions sur les dernières transactions d'une carte-client, voilà, selon lui, la source de vérification la plus fiable.

Qu'on se le dise, et qu'on apprenne par coeur le montant de ses transactions !

Qwest réduit ses prévisions et supprime 7000 emplois de plus

Reuters

DENVER — L'entreprise de télécommunications Qwest communications International Inc. a revu en baisse ses prévisions pour 2002 et supprimera 7000 emplois de plus d'ici juin.

Le ralentissement économique a entraîné une baisse de la demande de communications vocales et de transmissions de données, note Qwest dans un communiqué publié hier.

Pour le quatrième trimestre, l'entreprise anticipe un chiffre d'affaires d'environ 4,8 milliards de dollars américains et un bénéfice brut d'exploitation (avant impôt, charges financières, amortissement et désendettement) d'environ 1,7 milliard US. Les analystes attendaient jusqu'à présent un chiffre d'affaires de 5,07 milliards US.

Pour 2002, Qwest attend un chiffre d'affaires entre 19,4 et 19,8 milliards US et un bénéfice d'exploitation de 7,1 à 7,3 milliards US. Les analystes anticipaient un chiffre d'affaires de 21,10 milliards US.

Le nombre d'employés devrait passer de 62 000 à la fin de cette année à 55 000 à la fin du premier semestre de 2002. La mesure, accompagnée de quelques dépréciations d'actifs, générera une charge de 400 à 600 millions US sur les comptes du quatrième trimestre courant.

Moody's ajuste son échelle

MOODY'S Investors Service a lancé sa nouvelle échelle de notation à court terme pour le Canada qui permet une meilleure différenciation au niveau de la qualité de crédit des catégories de notation Moody's Prime 1 et Prime 2 pour les émetteurs canadiens. Parallèlement à ce lancement, ces nouvelles notations à court terme ont ainsi été attribuées à un groupe de 81 entreprises et provinces du Canada, ainsi qu'à des entreprises non domiciliées au Canada qui émettent sur le marché monétaire canadien. Cette échelle révisée répondra à la demande des marchés canadiens du crédit ayant largement manifesté le souhait d'un affinement de l'actuelle notation court terme de Moody's. La caractéristique essentielle est l'introduction de cinq niveaux de qualité de crédit dans les catégories actuelles de notation Prime-1 et Prime-2, soit : Prime 1(Aaa) ; Prime 1(Aa) ; Prime 1(A) ; Prime 2(A) ; et Prime 2(Baa).



imaginez un cadeau qui vous permet d'être partout, tout le temps

Message reçu. Joyeux courriels tout le monde.

Quel cadeau vous offre les courriels, la messagerie texte bidirectionnelle, la possibilité de gérer votre emploi du temps et l'accès Internet de presque partout dans le monde* ? Voici l'organisateur sans fil BlackBerry : un très gros cadeau qui tient dans le creux de la main.

Pour le temps des fêtes, **obtenez 50 % de rabais** pour trois mois* sur le forfait de messagerie illimitée.



BLACKBERRY MC
100\$
de rabais sur tout forfait de deux ans**

CONSULTEZ LE WWW.ROGERS.COM/SANS-FIL, COMPOSEZ LE 1 800 IMAGINE OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS^{MC} AT&T^{MD} PARTICIPANTS.



RadioShack.



FUTURE SHOP



* Offre valide jusqu'au 31 décembre 2001 sur toute nouvelle entente de un an ou deux. Le rabais de 50 % est applicable à toute nouvelle activation du forfait de messagerie Élite à 50\$ par mois pour les trois premiers mois. Vous recevrez un crédit sur la facture correspondant à un rabais de 25\$. ** Vous recevrez un crédit sur la facture correspondant à un rabais de 100 \$. Applicable à toute nouvelle entente de deux ans seulement, pour les forfaits de 25\$ ou plus par mois. * Ces appareils ne sont pas offerts dans tous les magasins. Le service est limité aux zones desservies. ** Les marques, images et symboles associés aux familles de produits RIM et BlackBerry, incluant « Toujours en service, toujours connecté », sont la propriété exclusive de Research In Motion et sont utilisés avec permission. ** Rogers Communications inc. Utilisé sous licence. ** AT&T Corp. Utilisé sous licence.

ROGERS **AT&T**
MONTRÉAL
732, rue Ste-Catherine O.
(514) 877-0090
3573, boul. St-Laurent
(514) 288-0600
Centre Eaton
(514) 844-6242
2360, rue Notre-Dame O.
(514) 983-1666
1, Place-Ville-Marie, bur. 11108
(514) 394-0000
8984, boul. de l'Acadie
(514) 387-9999
1201, avenue Greene
(514) 933-8000
5150, rue Jean-Talon O.
(514) 341-2221
5954, boul. Métropolitain E.
(514) 257-8826
6224A, rue St-Jacques O.
(514) 369-4000
Place Alexis-Nihon
(514) 865-9949
Place Versailles
(514) 355-0003
Les Galeries d'Anjou
(514) 356-0356
BROSSARD
7005, boul. Taschereau, bur. 150
(450) 926-3111
Mail Champlain
(450) 671-3300
Place Portobello
(450) 671-4744
CHÂTEAUGUAY
129, boul. St-Jean-Baptiste
(450) 692-2201
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3339L, boul. des Sources
(514) 683-3333
GATINEAU
360, boul. Maloney O., bur. 1
(819) 663-8580
Promenades de l'Outaouais
(819) 561-3031
JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N.
(450) 755-5000
KIRKLAND
2758, boul. St-Charles
(514) 428-9000
16900, route Trans-Canada
(514) 693-2855
LAVAL
2142, boul. des Laurentides
(450) 629-6060
379, boul. Curé-Labelle
(450) 622-0303
Centre Laval
(450) 978-1081
3364, boul. St-Martin O.
(450) 682-2640
241C, boul. Samson
(450) 969-1771
Carrefour Laval
(450) 687-5386
LASALLE
8457, boul. Newman
(514) 368-4000
Carrefour Angrignon
(514) 368-4230
L'ASSOMPTION
814, boul. de l'Ange-Gardien N.
(450) 589-1411
L'ÎLE-PERROT
15, boul. Don-Quichotte
Bureau 103A
(514) 425-5505
LONGUEUIL
1490, chemin de Chambly
(450) 442-1566
1150, rue King-George
(450) 448-7777
POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
(514) 695-1554
RENTIGNY
110, boul. Industriel
(450) 581-4666
Les Galeries Rive-Nord
(450) 581-7556
ROSEMÈRE
209, boul. Curé-Labelle
(514) 971-0707
Place Rosemère
(450) 971-2000
SAINT-AGATHE
221, rue Principale E.
(819) 321-3331
SAINT-BRUNO
Promenades St-Bruno
(450) 653-7472
SAINT-EUSTACHE
360, boul. Arthur-Sauvé
(450) 974-9299
SAINT-HUBERT
3399, boul. Taschereau
(450) 676-1963
SAINT-HYACINTHE
Les Galeries St-Hyacinthe
(450) 261-9991
SAINT-JEAN
Carrefour Richelieu
(450) 359-4941
SAINT-JÉRÔME
108, boul. du Carrefour
(450) 431-2355
SAINT-LAURENT
Place Vertu
(514) 745-0745
2100, boul. Marcel-Laurin
(514) 856-1886
300, avenue Sainte-Croix
(514) 748-8525
SAINT-LÉONARD
4282, boul. Métropolitain E.
(514) 593-7333
TERREBONNE
Les Galeries de Terrebonne
(450) 964-8403

Le prochain PDG de AOL Time Warner sera moins porté sur les prévisions

d'après Bloomberg

NEW YORK – AOL Time Warner, encore amochée d'avoir dû abaisser ses prévisions financières pour 2001, qu'elle avait maintenues pendant un an, sera peut-être moins audacieuse dans l'établissement d'objectifs financiers lorsque Richard Parsons deviendra PDG.

« Nous nous concentrerons plus sur le travail à faire que sur les informations à diffuser à propos des résultats que nous anticiperons », a dit M. Parsons, qui deviendra PDG de AOL Time Warner lorsque Gerald Levin prendra sa retraite en mai prochain.

Il y a trois mois, M. Levin a dû se résoudre à baisser les prévisions de AOL Time Warner pour 2001 d'environ 40 milliards de dollars américains en produits d'exploitation et de 11 milliards en rentrée de fonds. Pendant un an, des dirigeants tels M. Levin et le codirecteur de l'exploitation, Robert Pittman, avaient renâclé aux observations, donnant à penser que leurs objectifs ne seraient pas atteints.

Pour sa part, M. Parsons entend éviter d'avoir à faire de telles révisions en invitant les investisseurs à mettre l'accent sur d'autres aspects que les prévisions.

« Je suis plutôt de l'école *moins de promesses et plus de résultats* que le contraire, indique M. Parsons, 53 ans, qui est actuellement codirecteur de l'exploitation avec M. Pittman. Vous serez probablement témoins d'une approche moins axée sur Wall Street », ajoute-t-il.

AOL Time Warner a été formée il y a 11 mois lorsque America Online, plus important fournisseur d'Internet, a acheté Time Warner, plus gros acteur du secteur médias, contre environ 124 milliards.

Depuis lors, le titre de AOL Time Warner a chuté de 28 % et de plus en plus d'observateurs doutaient que la compagnie puisse atteindre ses objectifs de 2001 dans



Robert Pittman et Richard Parsons en janvier dernier à New York.

un contexte de ralentissement économique aux États-Unis et d'un marché de la publicité étale.

M. Parsons sera le deuxième PDG de AOL Time Warner en moins de 18 mois. Ancien adjoint politique du président Gerald Ford, il prendra les rênes au moment où la compagnie tente de réduire les tensions issues de la fusion de différentes cultures d'entreprise.

Faire le pont

Au cours d'une entrevue, M. Parsons a insisté sur l'importance de faire le pont entre les différentes activités de l'entreprise, qui comprennent l'édition de magazines et de livres, la production télé et cinématographique, l'Internet, la câblodistribution et la musique.

« Jerry (Levin) s'est concentré davantage sur la tâche de bâtir la compagnie et d'en faire ce qu'elle est devenue aujourd'hui, explique

M. Parsons dans son bureau aménagé au 29^e étage de l'édifice new-yorkais de la compagnie. En ce qui me concerne, je mettrai plus d'énergies à faire comprendre aux gens ce que nous tentons de réaliser avec nos atouts et à implanter la culture qui nous fera passer à un niveau supérieur. »

M. Parsons travaille avec M. Levin depuis sept ans, et il fut d'abord président de Time Warner lorsque M. Levin en était le PDG. À titre de PDG de AOL Time Warner, M. Parsons travaillera de concert avec le président Steve Case, ancien chef de America Online.

Une seule compagnie

On a loué M. Case pour avoir réussi un coup fumant lors de l'acquisition de Time Warner, une compagnie plus ancienne, qu'il a convaincue du rachat des mois avant la chute des titres liés à Internet. American Online touchait moins du quart des produits d'ex-

ploitation de Time Warner, mais le prix élevé de ses actions lui a permis d'être l'acquéreur.

« Si M. Levin avait attendu six mois de plus, c'est Time Warner qui aurait acheté America Online, et non pas le contraire », soutient Harold Vogel, qui dirige Vogel Capital Management, et qui est analyste des médias depuis longtemps.

M. Parsons indique que son objectif est de faire en sorte que l'entreprise et les investisseurs pensent à AOL Time Warner comme à une compagnie unique et non pas comme deux entités en opposition.

Si M. Levin « avait plus tendance à diriger la compagnie sous l'angle des opérations financières, je préfère pour ma part une gestion plus axée sur la personne et je suis un bâtisseur de culture ».

Certains secteurs de Time Warner, naguère réputés pour être engagés dans des luttes intestines, ont rongé leur frein sous le style de gestion plus combatif des cadres de American Online, en particulier M. Pittman, qui a supervisé plus de la moitié des 8400 abolitions de postes de la compagnie cette année.

En quête de coopération

M. Parsons avoue qu'il ne sera pas facile d'amener des employés et des divisions habitués à fonctionner comme des entités séparées à collaborer et à entreprendre de nouvelles activités qui permettront à la compagnie de soutenir sa croissance.

« Ce qui me préoccupe, c'est que nous avons peut-être construit quelque chose qui oblige maintenant les tenants de l'art et de la science de la gestion à faire du rat-trapage pour comprendre ce qu'il en est, dit-il. Nous devons changer notre manière de penser quant à l'art de la gestion et valoriser ce que j'appellerais des habiletés de collaboration. »

Pour ce faire, M. Parsons annonce son intention de passer plus de temps hors de son bureau, pour visiter les lieux et rencontrer les gens qui sont au coeur des activités de la compagnie.

« C'est comme ça que j'apprends », dit-il.

TECHNOBRÈVES

Perte plus forte ?

LE CONSTRUCTEUR de matériel de télécommunications Lucent Technologies prévoit au premier trimestre de son exercice une perte plus forte que prévu par les analystes, à cause du recul de ses ventes provoqué par la chute prolongée des investissements des opérateurs. Lucent a précisé hier qu'il anticipait une perte par action de 23 à 26 cents US, alors que les analystes attendaient entre 9 et 24 cents, soit en moyenne 17 cents US.

Reuters

Le Japon, un *has been*?

ALORS QUE SES GÉANTS de l'électronique sont déficitaires, ses traditions ouvrières vacillantes et ses armées d'ingénieurs démotivés, le Japon pourrait prendre des allures de *has been* de la haute technologie. Les liens tissés entre les grandes entreprises et leurs salariés s'effilochent mais nombre d'industriels, d'universitaires et d'ingénieurs estiment cependant que les changements qui bouleversent le monde du travail nippon seront bénéfiques tant pour les Japonais que pour les structures des sociétés technologiques du pays.

Reuters

Escroquerie démantelée

LES GENDARMES du Vaucluse ont annoncé hier avoir interpellé six informaticiens soupçonnés d'être à l'origine d'une escroquerie de 500 millions de francs (700 millions CAN) au préjudice de Canal+. Deux d'entre eux ont été mis en examen et écroués à la maison d'arrêt d'Avignon. L'audition des quatre autres suspects, qui devraient à leur tour être incarcérés, se poursuivait hier soir dans les locaux de la gendarmerie.

Reuters

Contrat pour CGI

LE GROUPE CGI a annoncé la signature d'un contrat de 20 millions US sur cinq ans avec l'assureur américain Arbella Insurance Group, afin de lui fournir des services de gestion documentaire. CGI, premier groupe canadien de services informatiques, effectuera le travail à partir de son centre de services d'Andover, au Massachusetts, qui produit déjà plus de huit millions de documents par mois pour ses différents clients.

Reuters

Laissez peu de traces! Hors-route, conduisez de façon responsable. ©2001 Land Rover Canada. Portez toujours votre ceinture de sécurité. Les coussins gonflables et les dispositifs de sécurité passive ne constituent pas une protection adéquate. Le PD5F du modèle Freelander HSE 2002 illustré est de 43 800 \$ avant les frais de préparation et de transport de 995 \$, les taxes, les immatriculations et les accessoires. Le concessionnaire peut exiger un prix différent. Le prix peut changer sans préavis. Consultez votre concessionnaire.



**FREELANDER
2002**
**À PARTIR DE
34 800 \$**

LE TOUT NOUVEAU LAND ROVER est issu d'une longue tradition de voyageurs et compte parmi les véhicules conçus pour vous conduire aux confins de la terre. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il offre de solides caractéristiques, comme un moteur V6 et une traction à quatre roues motrices permanente. Le Freelander offre tout le plaisir d'une conduite sur route et hors route grâce à ses quatre freins tout terrain munis du système antiblocage et son contrôle de traction électronique. Compte tenu qu'il est offert à partir de 34 800 \$, on peut ajouter que le Freelander compte parmi...
les véhicules les mieux conçus pour parcourir la terre.

Visitez le site landrover.com ou téléphonez au 1-800-FINE4WD.

3009979A

LE NOUVEAU FREELANDER • DISCOVERY • RANGE ROVER



L'EXPÉRIENCE LAND ROVER

Perspectives encourageantes dans le capital-risque

Les secteurs manufacturier et des sciences de la vie ont la cote

RICHARD DUPAUL

Après une année en repli en 2001, le niveau des investissements dans le capital-risque au Québec devrait à nouveau baisser au début de 2002. Par contre, l'optimisme renaît dans ce milieu, car la plupart des intervenants prévoient faire de nouveaux investissements au cours des six prochains mois, indique un sondage de la firme Samson Bélair/Deloitte & Touche et de Réseau Capital.

D'ailleurs, Serge Dubois, associé du Groupe financier de Samson Bélair/Deloitte & Touche, va jusqu'à dire que « le pire est passé » pour le capital-risque au Québec.

Les secteurs manufacturier et des sciences de la vie recueilleraient la plus grande part des nouveaux investissements pressentis, selon le sondage, tandis que le secteur de la haute technologie devrait encore connaître des moments difficiles durant la première moitié de 2002.

Dans l'ensemble, le niveau des investissements en capital-risque a diminué au Qué-

bec au cours de 2001, et une forte majorité de répondants (72 %) s'attendent à ce que la tendance se poursuive, du moins au cours des six premiers mois de 2002.

Reste que près de 60 % des répondants comptent investir dans de nouvelles entreprises durant les prochains mois, affirme aussi l'enquête réalisée en octobre auprès de plus de 220 membres de Réseau Capital. Cet organisme regroupe au total quelque 550 intervenants en capital-risque issus des sociétés d'investissement et des cabinets de professionnels.

Les auteurs du sondage notent même un « certain optimisme » dans l'industrie. Par exemple, la moitié des répondants croient que la conjoncture économique s'améliorera ou demeurera stable au cours des six prochains mois. Également, en plus de chercher activement de nouvelles ententes, les investisseurs québécois estiment dans une proportion de 44 % que la taille de leurs investissements va augmenter.

« Même si l'année 2001 fut plus lente que l'année dernière au chapitre des transactions et des sommes déboursées, les investisseurs sont prêts à saisir les occasions. Ils disposent de fortes liquidités et ils sont prêts à considérer les nouveaux projets et les valorisations attrayantes », affirme pour sa part le président de Réseau Capital, Claude Miron.

Cet optimisme tranche avec l'humeur des

Américains. Selon un récent sondage Deloitte & Touche, les investisseurs en capital-risque de Silicon Valley, une région de Californie qui regroupe plusieurs entreprises de haute technologie, affichent une prudence qualifiée d'« extrême ».

En outre, les investisseurs québécois affirment qu'ils continueront à honorer leurs engagements liés aux investissements actuels, alors que 57 % d'entre eux ajoutent qu'ils consacreront la majeure partie de leur temps à aider leurs entreprises en portefeuille à restructurer leurs activités et à superviser leurs flux de trésorerie.

« Les investisseurs québécois en capital-risque se concentrent sur leurs entreprises en portefeuille afin de les aider à préparer les prochaines rondes de financement », explique M. Miron.

Avec 321 ententes de financement finalisées au cours des neuf premiers mois de 2001, le Québec continue de représenter une part importante des transactions réalisées au pays, selon Réseau Capital.

En valeur, les sociétés québécoises ont reçu 792 millions en capitaux, soit 21 % du montant total investi. L'activité a été remarquablement stable au Québec, estime l'organisme, car ces versements n'ont fléchi que de 7 % par rapport à une baisse de 15 % à l'échelle canadienne et de plus de 60 % aux États-Unis.

66 projets de recherche sont soumis à Génome Canada

DENIS ARCAND

AU MOINS 66 PROJETS de recherche en génomique et protéomique requérant au total 960 millions en fonds de recherche ont été soumis à Génome Canada, hier, par des consortiums de chercheurs et entrepreneurs scientifiques d'un peu partout au pays.

Ces projets, pour être sélectionnés, doivent avoir un potentiel commercial supérieur et répondre à des critères scientifiques très élevés.

Il était déjà certain, hier, à la date limite pour présenter les projets, qu'il y aura beaucoup plus de mines déconfitées que de sourires de triomphe lorsque sera annoncée la sélection 2002, en mars prochain.

« Au total, il y a seulement 330 millions au maximum cette année pour répondre à des demandes de financement qui valent le triple », a dit Marc Lepage, vice-président au développement des affaires de Génome Canada. « On a reçu deux fois plus de projets que l'an dernier », a-t-il ajouté.

Génome Canada dispose d'un maximum de 165 millions pour répondre à ces demandes, mais 165 millions de plus seront fournis par les provinces (via Génome Québec, ici) et des fondations privées du Canada ou d'ailleurs ainsi que des compagnies de recherche biotechnologiques basées au Canada pour la plupart, a dit M. Lepage.

Génome Canada est un fonds d'investissement financé par Industrie Canada, qui fonctionne de concert avec cinq centres génomiques « régionaux » (Génome Québec, Genome Ontario, Genome BC, Genome Atlantic et Genome Prairies) financés par les provinces. L'an dernier, le Québec a pompé 40 millions dans Génome Québec, la moitié de son budget de 2001 ; le reste est venu de Génome Canada. (Un différent avec les universités McGill et Laval retarde d'ailleurs le transfert des fonds 2001 aux chercheurs.)

« Génome Canada fonctionne selon le principe qu'on ajoute un dollar à chaque dollar qui est fourni par les centres régionaux et le privé, a expliqué M. Lepage. C'est un panel international de scientifiques de haut niveau qui choisit les meilleurs projets, et il n'y a aucun saupoudrage régional, c'est déterminé au mérite, a dit M. Lepage. Je sais que certains sont sceptiques quant on dit ça, mais c'est vrai. »

Génome Canada est un fond de recherche qui fonctionne indépendamment des gouvernements, et qui a été fondé pour financer la recherche des généticiens, microbiologistes et chimistes qui travaillent dans le domaine de la « post-génomique » et de la « protéomique ». Ces nouveaux domaines des sciences de la vie sont nés tout récemment, lorsque deux équipes de chercheurs internationales ont répertorié la séquence de tous les dizaines de milliers de gènes humains (« génome »).

Ces recherches commencent déjà à mener à diverses inventions, que ce soit des médicaments qui visent l'expression de gènes défectueux, ou des céréales, poissons ou arbres génétiquement modifiés.

« Un des projets soumis par une équipe d'Edmonton vise à séquencer le génome du boeuf et Génome Atlantique a six projets qui visent le secteur de la pisciculture ou des pêcheries », a noté Anie Perreault, vice-présidente aux communications de Génome Canada.

L'apparition de ces chimères du XXI^e siècle rencontre d'ailleurs une résistance de la part du public, sur des bases écologiques, sanitaires et même spirituelles : bien des gens sont mal à l'aise à l'idée de voir les humains décortiquer les bases mêmes de la vie et la refaçonner à leur image et à leur ressemblance. Un des projets financés par Génome Canada en 2001 mobilise des scientifiques et des juristes qui tentent de fixer les paramètres éthiques de cette nouvelle recherche.

« Deux des 66 projets qu'on vient de recevoir, pour 2002, sont aussi des études sur l'éthique », a dit M^{me} Perreault.

Le Québec a soumis des projets valant 256 millions, un quart du total, surtout dans le domaine médico-pharmaceutique. Cela ne veut pas dire que le Québec aura seulement un quart, puisque Génome Québec a déjà fait une présélection très sévère.

Walter Hewlett est contre la fusion

d'après Bloomberg

WASHINGTON — Le projet d'acquisition de Compaq Computer par Hewlett-Packard, une affaire de 23,6 milliards de dollars américains, sera probablement rejeté par les actionnaires et soumettre ce projet au vote entraînera des « conséquences défavorables », soutient Walter Hewlett dans une lettre adressée aux conseillers d'administration des deux compagnies.

M. Hewlett, fils de William Hewlett, cofondateur de Hewlett-Packard et membre du conseil d'administration de la compagnie du même nom, a incité les administrateurs à renoncer au projet d'acquisition. Le mois dernier, il avait annoncé qu'il ferait des représentations auprès d'autres actionnaires pour voter contre le projet.

« Il existe une très forte probabilité que ce sera défait. Si nous continuons tout simplement à chercher à imposer un vote, il y aura de graves conséquences qui deviendront de plus en plus défavorables », écrit M. Hewlett.

Pour sa part, Carly Fiorina, PDG de Hewlett-Packard, estime que l'achat de Compaq est la manière la plus rapide d'augmenter les activités de la compagnie dans le secteur des serveurs et des services-conseils et de permettre à l'entreprise d'offrir des ensembles de matériel, de logiciels et de services pour faire concurrence à IBM.

Dans son opposition au projet d'achat, M. Hewlett bénéficie notamment de l'appui des héritiers de David Packard, l'autre fondateur de la compagnie. Ensemble, les familles Hewlett et Packard contrôlent environ 18 % des actions de Hewlett-Packard.

De leur côté, des cadres des deux compagnies et certains membres des conseils d'administration ont réaffirmé leur intention d'aller de l'avant et de conclure la transaction avec Compaq.

TECHNOBRÈVES

Faillie de sécurité

UNE FAILLE dans la sécurité de certains logiciels de Sun Microsystems et d'International Business Machines pourrait permettre à des hackers de prendre le contrôle des puissants serveurs utilisés par nombre d'entreprises et d'universités, ont déclaré des experts en sécurité. Les chercheurs d'Internet Security Systems (ISS) ont découvert en se rendant sur des forums de discussions Internet que des hackers avaient déjà commencé à développer des outils pour exploiter cette brèche, a déclaré Dan Ingevaldson, chef de laboratoire chez ISS.

Reuters

Vieux messages

LE MOTEUR de recherche Google a mis en ligne sur son site les archives de UseNet, l'un des plus anciens groupes de discussion sur Internet, soit plus de 700 millions de messages dont le plus ancien date de mai 1981. De la chute du mur de Berlin à l'explosion de la navette Challenger en passant par la naissance du micro-ordinateur, les discussions ainsi exhumées retracent l'histoire des 20 années écoulées.

Reuters

Avant six mois

MICROSOFT a annoncé hier qu'il prévoyait lancer un service de jeux en ligne via la console Xbox dans les six mois suivant sa commercialisation aux États-Unis et au Japon. La Xbox a été mise en vente le 15 novembre aux États-Unis et sa sortie est prévue le 22 février au Japon et le 14 mars en Europe.

Reuters



Photo AP ©

De l'audio dans l'auto et ailleurs

La compagnie Audible, du New Jersey, a annoncé une alliance avec la chaîne de magasins Godd Guy's, aux États-Unis, pour vendre dans les magasins ses lecteurs portatifs « AudibleReady », capables de télécharger les documents audio de l'entreprise, constitués de livres, journaux, émissions de radio et autres contenus originaux. Les documents électroniques, qui peuvent être téléchargés sur le site Internet de la compagnie, sont ensuite écoutés sur un ordinateur ou directement sur le lecteur miniature. Audible a aussi mis au point la Digiset (notre photo), qui permet de lire les fichiers sur un simple lecteur de cassettes, comme ceux que l'on retrouve encore en grand nombre dans les automobiles.

Avantage Link adopte des mesures correctrices

C'est un changement de produits, de services, de partenariat et de l'équipe de direction », a fait valoir M. Proulx.

« Nous avons renouvelé l'équipe de vente. Nous avons huit vendeurs plus expérimentés qu'auparavant », a-t-il ajouté.

Au chapitre des produits offerts à ses clients, des entreprises de taille moyenne, Avantage Link permet à celles-ci d'optimiser leurs postes de travail existant, entre autres, a avancé M. Vallerand

« Précédemment, on offrait mensuellement l'accès à la robotique de Microsoft. On a élargi notre offre à cinq palettes de services et nos ventes vont bien », a renchéri M. Proulx.

Avantage Link a annoncé avoir signé avec Computer Associates une entente de distribution qui lui permettra d'offrir à ses clients les solutions de gestion d'infrastructure Unicenter.

Au cours des prochaines années, l'entre-

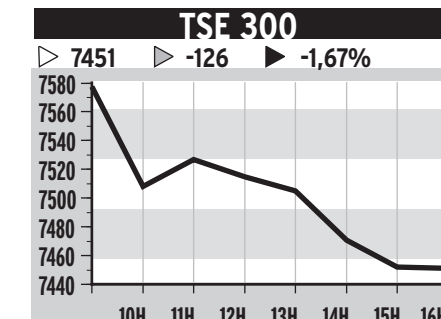
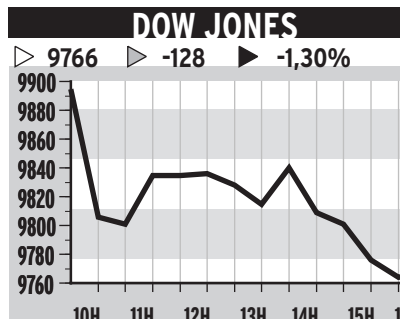
prise de l'Île-des-Soeurs compte bien voir augmenter la proportion de ses revenus provenant de ses services de base où la marge bénéficiaire est plus forte (d'environ 40 %) que sur la vente de pièces d'équipement (15 %).

Il importe finalement de rappeler que Jitec, l'ancêtre de Avantage Link, a connu des moments difficiles l'année dernière quand le président de l'entreprise, Benoît Laliberté, avait dû démissionner de ses fonctions à la suite d'un certain nombre d'irrégularités.

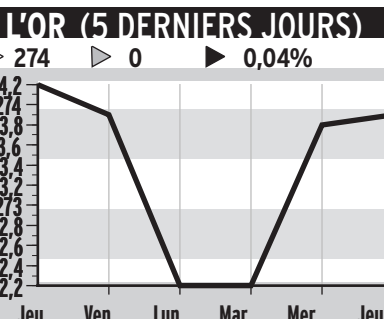
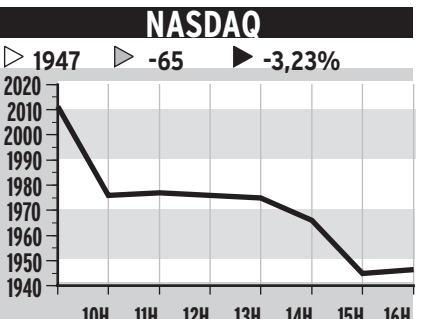
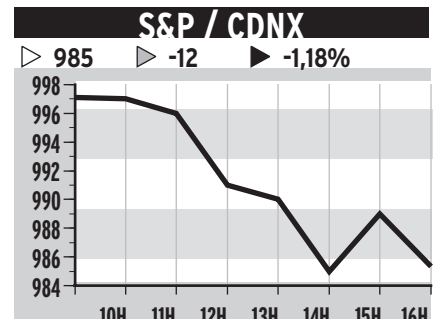
M. Proulx espère que le million que doit M. Laliberté à Avantage Link pourra être remboursé d'ici un an.

Les transactions sur les actions de la compagnie Jitec avaient été interrompues, de la mi-mars à la mi-juin 2001. Avant cette interruption, l'action était à 0,38 \$, alors qu'elle vaut actuellement autour de 0,15 \$.

► Fermeture ► Variation quotidienne ► Variation quotidienne en %



LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



LA BOURSE EN BREF

CDNX				
VOLUME				
Judi	40 007 140			
Mercredi	35 141 599			
INDICES CDNX				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
March (CDNX)	999,33	983,64	985,37	-11,7
FAITS SAILLANTS				
	Judi	Mercredi		
Actions nég.	5 495	5 534		
Gains	173	221		
Pertes	255	239		
Inchangées	715	670		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.	
McCarthy Corp.	5 086 500	0,08	stable	
Platinum Grp Mils	928 000	0,26	stable	
SIRIT Techs Inc.	922 526	0,05	-0,06	
BCY Lifescis Inc.	680 000	0,22	stable	
Intl. Startek Inds.	668 000	0,22	stable	

NEW YORK

VOLUME				
Judi	1 422 981 760			
Mercredi	1 402 607 030			
INDICES DOW JONES				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
30 Ind.	9926,9	9691,1	9766,4	-128
20 Transp.	2606,4	2530,9	2554,0	-26,2
15 Serv.pub.	282,51	274,20	279,43	+1,6
Compos s	2845,6	2771,6	2800,1	-23,8
FAITS SAILLANTS				
	Judi	Mercredi		
Actions nég.	3 317	3 330		
Gains	1 069	1 523		
Pertes	2 048	1 620		
Inchangées	200	187		
Hautes 00	43	43		
Bas 00	40	66		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.	
Lucent Techno.	67 109 100	6,52	-1,21	
Prudential Fnl.	49 374 000	29,30	stable	
Qwest Commun.	29 692 000	11,80	-0,30	
Gen Electric	25 813 700	37,05	stable	
Nortel Network	25 582 400	7,43	-0,95	
Calpine Corp.	21885,60	16,05	+0,14	
EMC Corp.	19 503 400	15,06	-1,24	
INDICES STANDARD & POOR'S				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
400 Industrielles	1325,8	1302,3	1303,5	-22,3
20 Transports	677,15	668,21	669,67	-6,04
Serv. pub.	225,80	220,69	225,03	+2,28
40 Finances	144,97	142,51	142,90	-2,07
500 Compos	1137,0	1117,8	1119,3	-17,6
100 Compos	580,37	569,85	570,60	-9,7

TORONTO				
VOLUME				
Judi	149 737 000			
Mercredi	159 801 000			
INDICES DE TORONTO				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
TSE 35	519,44	512,19	512,57	-6,88
TSE100	458,64	451,20	451,57	-8,42
TSE300	7532,7	7446,1	7451,2	-126,4
S & P 60			430,08	+8,26
Aurifères			4885,9	-16,53
Les financiers			10887,9	-93,04
Metals/Minerals			3987,4	-97,16
Oil & Gas			8370,4	-116,9
Industrielles			3768,1	-223,8
FAITS SAILLANTS				
	Judi	Mercredi		
Actions nég.	1 289	1 275		
Gains	368	552		
Pertes	644	509		
Inchang es	277	214		
Hautes 01	17	23		
Bas 01	25	22		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.	
Nortel Networks	21 818 874	11,64	-1,50	
360 networks	5 570 037	0,155	+0,01	
Bombardier B	5 008 450	14,96	-0,49	
BCE Inc.	4 094 504	36,24	+0,71	
Asia Pacific Res.	2 331 340	0,15	stable	
Banque de Montreal	2 292 111	36,50	+0,50	
Microcell Telecom B.	2 109 633	2,70	-0,10	
Northern Financial	2 070 954	0,05	-0,005	
ATI Techno.	2 048 663	19,83	-1,43	
Celestica Inc.	1 939 032	68,75	-6,05	

NASDAQ				
VOLUME				
Judi	1 977 117 800			
Mercredi	1 889 575 335			
INDICES NASDAQ				
	Haut	Bas	Ciôt	Var.
Composite	1985,7	1945,2	1946,5	-64,87
Industrielles	1378,1	1355,4	1355,9	-38,17
Banques	2084,1	2069,0	2069,9	-18,24
Assurances	2285,6	2259,9	2260,3	-26,25
Finances	2254,5	2261,4	2268,2	-25,12
Transports	129,1	123,5	123,7	-17,85
Telecom.	246,00	239,99	239,55	-12,28
FAITS SAILLANTS				
	Judi	Mercredi		
Actions nég.	4 360	N.Disp.		
Gains	1 295	»		
Pertes	2 304	»		
Inchangées	761	»		
Hautes 01	85	»		
Bas 01	33	»		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.	
Cisco Sys.	89 256 900	19,01	-1,49	
Ciena Corp.	59 329 200	14,94	-3,03	
Sun Microsystems	56 888 200	12,35	-1,14	
Intel Corp.	49 634 800	32,57	-1,51	
Oracle Corp.	47 240 300	14,67	-0,43	
JDS Uniphase Cp.	44 933 900	8,71	-1,14	

PROFITS (PERTES)

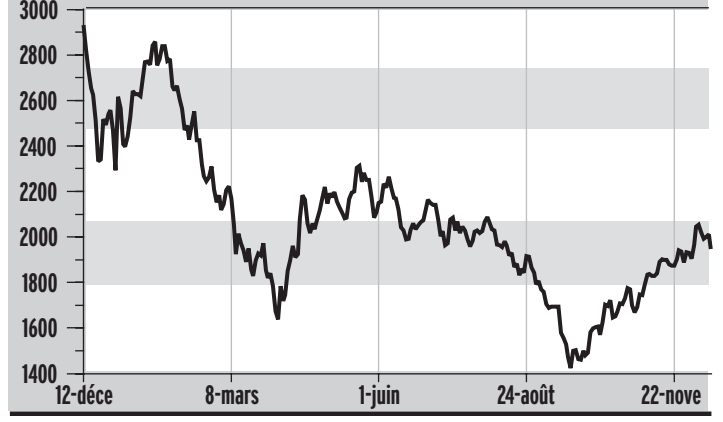
Compagnies	L'an		Revenus bruts (\$000)	
	Courant	dernier	Var. Courant	Var.
Résultats en dollars canadiens				
Cymat Corp. (technologie) Tor., Ont.	(2 865)	(1 088)	—	—
1er sem. 31 oct.	(0,09)	(0,08)	94	224 -58%
Hart Stores Inc. (comm. de détail) Mont., Qué.	522	(2 687)	—	—
9mois 3 nov.	0,04	(0,21)	73 985	72 448 +2%
Hy & Zel's Inc. (comm. de détail) Richmond H., O.	317	946	-66%	—
9mois 31 oct.	0,11	0,32	141 500	117 700 +20%
Inscape Corp. (mat. de bureau) Holland L., Ont.	5 300	13 600	-61%	—
1er sem. 31 oct.	0,35	0,90	74 300	87 800 -15%
Major Drilling Grp.Intl. (exploration) Moncton, NB	(150)	(38)	—	—
1er sem. 31 oct.	(0,01)	nil	59 267	64 758 -8%
MDS Inc. (techno.&serv. de santé) Tor., O.	73 000	110 000	-33%	—
année 31 oct.	0,52	0,86	1 636 000	1 435 000 +14%
Microbix Biosystems Inc. (biotechnologie) Tor., Ont.	242	(450)	—	—
année 30 sept.	0,01	(0,01)	2 988	2 959 +0%
SmartTire Systèmes (syst. pour pneus) Richmond, CB.	(1 602)	(1 356)	—	—
1er trim. 31 oct.	(0,11)	(0,09)	352	179 +96%
United Grain Growers (denrées) Winnipeg, Man.	(6 017)	(5 186)	—	—
1er trim. 31 oct.	(0,37)	(0,32)	360 547	333 223 +8%
Wescam Inc. (cameras) Flamborough, Ont.	9.573	8 190	-99%	—
année 31 oct.	0,57	0,50	166 443	161 034 +3%
Xenos Group Inc. (logiciels) Tor., Ont.	(8 875)	(9 530)	—	—
année 30 sept.	(1,06)	(1,19)	12 414	15 428 -19%
Résultats en dollars américains				
H.J.Heinz Co (alimentaire) Pittsburgh, PA	408 715	378 013	+8%	—
1er sem. 31 oct.	1,16	1,08	4 750 640	4 467 989 +6%

BOURSES ÉTRANGÈRES

	Auj.	Hier	Haut	Bas
« TG »				
Amsterdam (AEX)	477,70	487,62	642,29	396,23
Bruxelles (Bel-20)	2585,62	2601,26	3030,42	2322,60
Francfort (dx)	4966,05	5062,56	6795,14	3787,23
Hong Kong	11529,54	11847,06	16163,99	8934,20
Londres (250)	5824,8	5903,8	6788,3	4799,9
Londres (FT100)	5074,9	5120,0	6334,5	4433,7
Mexico (ipc)	6075,06	6150,26	6868,89	5081,92
Milan (m)	22175	22644	31148	17382
Paris (cse)	4410,66	4510,68	5988,15	3652,87
Sydney (o)	3259,0	3265,3	3425,2	2884,5
Tokyo (ndj)	10433,45	10801,52	14529,41	9504,41
Zurich (sm)	6254,7	6314,7	8135,4	5110,2

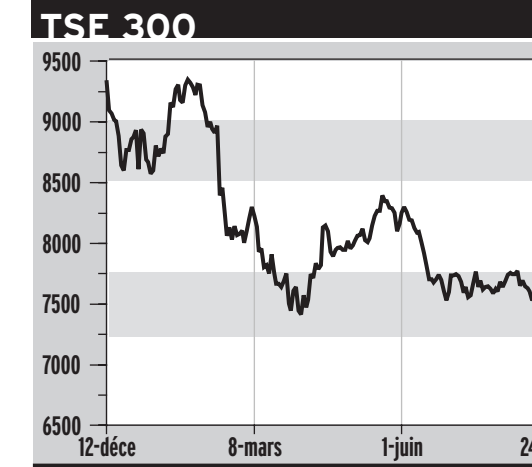
NASDAQ

NASDAQ 1946.51



A - B

ADC Tel	ADCT	126133	5,38	5,02	5,07	-17	27,06	2,83	Bor
ASE Tst	ASTSF	14429	13,79	12,94	12,97	-76	17,44	6,80	Bor
ASML Hld	ASML	39558	18,41	17,50	17,51	-21	30,00	9,51	Bor
AsiTech	ATYT	28933	13,28	11,81	12,91	-39	13,74	3,83	Bor
Abgenix	ABGX	15700	32,20	30,00	31,34	-84	74,50	15,31	Bro
Accilam	AKLM	20754	5,40	5,20	5,23	-14	6,25	0,31	Bro
Accredo s	ADVO	4629	37,40	35,00	35,07	-2,33	40,00	23,50	Bro
Adaptive	ADVI	19801	27,55	25,50	25,80	-21	28,72	7,42	Busi
Adact	ADTL	5395	5,10	4,90	5,01	-0,29	28,75	2,80	Busi
Adcom	ADTM	8609	14,50	13,80	14,10	-10	16,00	7,06	Busi
Adiplex	ADPT	15713	15,80	14,73	14,90	-15	16,90	5,76	CPR
AdelphiCh	ADLC	52591	29,21	28,25	28,80	-24	52,25	18,78	CPR
AdiGen	ADGP	14546	28,41	26,70	28,20	-19	40,15	14,50	CNE
AdiTech	ADTI	28933	13,28	11,81	12,91	-39	13,74	3,83	CNE
AdvCm	ADCI	14104	16,92	16,15	16,61	-4	29,25	9,80	CNE
AdvFcm	ADFI	18825	18,75	17,78	17,80	-12	20,00	11,88	CNE
Aeroflex	ADVS	4572	52,02	50,50	51,00	-17	56,00	28,60	CNE
Aerotech	ARFX	6144	19,11	18,00	19,08	-13	25,35	6,19	CNE
AeroGen	AGEN	8172	23,55	21,50	22,77	-02	31,55	27,18	CNE
AethiSys	AETH	8162	9,21	8,50	8,78	-84	78,10	5,25	CAC
Affymet	AFXX	9666	35,65	34,00	35,30	-74	78,19	13,98	CAC
AirGate	AGIL	10722	16,65	15,01	16,20	-46	74,25	7,05	Cal
ArgStar	PCSA	6157	53,27	51,54	52,90	-20	64,40	24,75	Cal
Asipran									Car
Net	AFIN	831	2,26	1,17	2,17	-17	4,67	1,20	Car
AkamaiT n AKAM		25494	5,17	4,72	4,95	-43	6,90	2,32	Celg
Allergan	ALKS	8357	24,25	23,25	24,00	-46	38,75	17,39	Celg
Allegit	ALGX	20871	8,15	7,25	7,52	-67	10,80	2,74	Celg
Allogis	ALOG	8489	21	17	19	-84	4,50	0,06	Cent
Alloyinc	ALNY	7853	18,80	16,76	16,93	-162	43,16	1,85	Cent
Alphand	AHAA	34478	22,97	21,50	21,58	-17	25,38	13,06	Cent
ArtTech	ARTG	11511	3,87	3,51	3,53	-40	49,00	1,42	Cent
Ascentials	ASCL	18995	4,09	3,93	3,94	-11	8,25	2,70	Cent
AstraZen	AZN	7768	24,24	22,65	22,66	-117	34,69	14,66	Cep
Altera	ALTR	19478	11,80	10,80	10,92	-12	27,94	5,51	Cep
AsagBio s	ASBS	31450	24,00	22,70	22,75	-129	43,00	16,85	Ch
APWCnv	APCS	5038	22,12	21,30	21,42	-92	27,38	13,19	Ch
AmerCas	ASCA	5689	23,84	21,95	22,21	-25	24,50	9,00	Ch
Amgen	AMGN	22159	64,72	59,75	60,19	-42	76,05	45,44	Ch
Amkor	AMTK	10275	16,77	15,59	15,77	-19	28,24	9,00	Chik
AnchGen	ANGL	5950	65,31	62,50	64,72	-22	66,75	31,16	Chik
Andrew	ANDW	5008	22,12	21,30	21,42	-92	27,38	13,19	Chin
Amgen Cp	AMGN	22159	64,72	59,75	60,19	-42	76,05	45,44	Chin
Amgen	AMGN	22159	64,72	59,75	60,19	-42	76,05	45,44	Chin
anistik	ANIS	5758	44,28	39,77	41,40	-46	47,50	23,85	Chin
Ansys	ANSS	5177	18,26	16,68	17,60	-60	28,23	8,75	Cien
Ansys	ANSS	5177	18,26	16,68	17,60	-60	28,23	8,75	Cien
Apollon s	APOL	13706	48,82	46,94	47,28	-49	47,75	21,71	Cint
Apple	APPL	31370	21,55	20,50	20,59	-49	27,12	13,63	Cint
Aradigm	ARAD	10722	16,65	15,01	16,20	-46	74,25	7,05	Cint
AdiMat	ADIM	19478	11,80	10,80	10,92	-12	27,94	5,51	Cint
AdiMat	ADIM	19478	11,80	10,80	10,92	-12	27,94	5,51	Cint
AMCC	AMCC	17400	42,14	41,05	41,08	-139	59,28	10,29	Com
Amgen	AMGN	22159	64,72	59,75	60,19	-42	76,05	45,44	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18	18	-40	50,12	0,12	Com
AmPhy	AMPH	4742	28	18					



COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Div Dividende par action sur une base annuelle. Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes En centaines sauf si la mention «>» (unités) apparaît. Les volumes indiqués sont calculés à la clôture officielle.

Haut Sommet atteint par le titre au cours de la période.

Bas Plancher touché par le titre au cours de la période.

Ferm. Ch Cours à l'arrêt des transactions. Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

EXPLICATION DES CODES

Bourse de Toronto et Montréal

p ou o Titre assujéti à une réglementation spéciale.

f Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

z Lot brisé.

Wt ou w Bon de souscription (Warrant).

U Unités de capital-actions.

pr Action privilégiée.

Offre Offre de droits.

Bourse CNDX

a Compagnie mature.

p Capital de risque.

Toutes les autres compagnies sont juniors

Bourse de New York

e Dividende en dollars canadiens.

Dividende Dividende extraordinaire.

Dividende Dividende en actions.

C Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

a Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

i Paiement suspendu du dividende.

s Après fractionnement d'actions.

x Ex-dividende.

N Nouveau bas de l'année.

N Nouveau haut de l'année.

pt Action privilégiée.

Wt Bon de souscription.

y Suspension des transactions.

vi Situation de faillite.

Fonds communs de placement

Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation comptable du fonds.

Ces données sont pour information seulement et sont sujettes à confirmation auprès de l'émetteur.

C Avec frais de rachat.

A Avec frais d'achat ou de rachat.

y Évaluation différée.

N Non disponible.

U En dollars américains.

x Ex-dividende. Ex-dividende signifie que l'acheteur du fonds n'a pas droit au dividende pendant la période d'achat.

AI Institut des fonds d'investissement du Canada.

vanpa Signifie que le fond exige des frais à l'achat. Valeur liquidative nette par action.

Valeurs	Div.	Ventes (100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.
A-B							
AD 2018		122	225	215	217	0.08	7.45
AD 2019		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2020		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2021		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2022		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2023		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2024		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2025		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2026		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2027		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2028		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2029		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2030		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2031		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2032		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2033		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2034		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2035		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2036		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2037		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2038		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2039		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2040		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2041		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2042		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2043		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2044		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2045		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2046		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2047		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2048		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2049		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2050		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2051		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2052		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2053		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2054		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2055		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2056		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2057		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2058		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2059		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2060		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2061		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2062		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2063		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2064		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2065		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2066		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2067		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2068		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2069		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2070		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2071		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2072		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2073		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2074		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2075		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2076		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2077		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2078		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2079		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2080		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2081		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2082		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2083		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2084		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2085		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2086		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2087		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2088		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2089		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2090		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2091		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2092		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2093		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2094		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2095		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2096		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2097		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2098		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2099		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2100		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2101		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2102		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2103		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2104		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2105		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2106		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2107		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2108		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2109		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2110		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2111		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2112		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2113		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2114		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2115		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2116		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2117		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2118		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2119		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2120		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2121		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2122		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2123		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2124		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2125		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2126		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2127		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2128		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2129		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2130		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2131		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2132		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2133		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2134		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2135		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2136		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2137		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2138		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2139		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2140		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2141		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2142		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2143		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2144		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2145		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2146		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2147		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2148		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2149		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2150		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2151		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2152		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2153		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2154		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2155		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2156		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2157		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2158		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2159		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2160		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2161		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2162		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2163		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2164		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2165		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2166		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2167		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2168		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2169		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2170		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2171		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2172		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2173		110	225	215	217	0.08	7.45
AD 2174		110	225	215	217	0.08	7.

[illegible]

IDS VANPA Chg VANPA

page D 12

[illegible]

Les 5 titres les plus actifs (OTC)																																																		
			Vol.	Opt. en cours	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Vol.										
Netl networks	4829	81565			40.00	P	0.75	0.90	76	20.00	P	1.40	1.65	1.80	42	666	45.00	0.50	0.70	0.80	56	923	40.00	20.95	21.90	12	25.00	0.30	0.45	0.40	57	856	15.00	P	3.65	3.90	3.85	6	427	42.00	P	0.30	0.50	0.45	75	401				
BCE Inc.	1175	23709			42	P	8.55	8.95	50	22.00	P	0.50	0.75	0.55	265	914	45.00	P	2.05	2.25	2.10	10	62	42	18.80	19.75	10	16.00	0.30	0.35	0.40	40	53	JN	8.00	4.25	4.50	4.65	4	947	47.00	P	3.85	4.00	3.95	2	503			
Bombardier CIB	1173	46804			42	P	1.15	1.30	42	22.00	P	0.70	0.95	1.00	62	50	45.00	P	4.50	4.70	4.85	19	62	45.00	P	1.20	1.10	12	16.00	0.30	0.35	0.30	24	148																
CELESTICA INC	1077	12436			45.00	P	6.90	7.30	207	AP	16.00	P	4.65	4.90	4.40	8	285	40.00	P	0.95	1.00	1.00	18	743	47	14.85	15.80	47	18.00	P	2.75	2.85	3.10	20	385															
ATI Technologies	940	19640			45.00	P	1.90	2.15	5099	16.00	P	0.70	0.95	1.05	28	173	45.00	P	1.80	2.00	2.15	20	172	47	1.40	1.45	15	18.00	P	3.45	3.70	3.30	30	82	11.00	P	2.50	2.75	2.70	66	180	JY	50.00	P	3.10	3.20	3.25	4	45	
					47	P	5.30	5.55	208	18.00	P	3.40	3.65	3.35	10	66	45.00	P	3.30	3.50	3.05	10	33	50.00	12.65	16.80	11	20.00	P	2.20	2.20	2.20	10	193	12.00	P	2.25	2.25	2.25	51	135	50.00	P	3.30	3.45	3.35	5	80		
					47	P	2.80	3.05	3.25	20	143	19.00	P	2.85	3.10	2.50	10	12	18.00	P	3.40	3.65	3.35	10	33	50.00	12.65	16.80	11	20.00	P	2.20	2.20	2.20	10	193	12.00	P	2.25	2.25	2.25	51	135	50.00	P	3.30	3.45	3.35	5	80
					50.00	P	3.95	4.20	4.05	2	494	35.00	P	0.50	0.65	0.30	50	45	45.00	P	3.30	3.50	3.05	10	33	50.00	12.65	16.80	11	20.00	P	2.20	2.20	2.20	10	193	12.00	P	2.25	2.25	2.25	51	135	50.00	P	3.30	3.45	3.35	5	80
barriack lng trm opt 03 C \$24.600					52	P	3.20	3.25	291	JY	15.00	P	0.95	1.20	1.20	32	36	45.00	P	3.30	3.50	3.05	10	33	50.00	12.65	16.80	11	20.00	P	2.20	2.20	2.20	10	193	12.00	P	2.25	2.25	2.25	51	135	50.00	P	3.30	3.45	3.35	5	80	
JA 20.00	5.90	6.65			52	P	5.45	5.85	23	JA	15.00	P	0.95	1.20	1.20	32	36	45.00	P	3.30	3.50	3.05	10	33	50.00	12.65	16.80	11	20.00	P	2.20	2.20	2.20	10	193	12.00	P	2.25	2.25	2.25	51	135	50.00	P	3.30	3.45	3.35	5	80	
20.00	1.25	1.75			52	P	2.10	2.35	241	20.00	P	3.10	3.35	3.00	50	68	37	0.65	0.80	0.85	22	698	60.00	P	0.25	0.50	0.40	5	44	12.00	P	1.05	1.30	1.35	20	174	12.00	P	1.35	1.55	1.60	68	306							
25.00	3.40	3.75			52	P	3.70	3.95	50	4	24	37	1.85	2.05	2.00	20	286	65.00	P	5.00	5.40	5.10	28	982	60.00	P	0.75	0.75	21	14.00	P	2.70	2.80	2.70	5	80	14.00	P	2.70	2.80	2.70	5	80							
25.00	3.60	4.10			54	P	1.40	1.65	91	22.00	P	2.30	2.55	1.90	55	95	37	1.35	1.50	1.45	10	324	65.00	P	0.80	0.95	61	16.00	P	4.60	4.70	4.60	5	80	16.00	P	4.60	4.70	4.60	5	80									
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65	5	1077	18.00	P	6.65	6.75	6.65	5	15.00	P	4.05	4.25	3.90	10	138	45.00	P	3.80	4.30	4.00	120								
30.00	6.80	7.55			54	P	7.05	7.45	208	AP	16.00	P	4.65	4.75	20	55	45.00	P	6.65	6.75	6.65																													

